

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 27 janvier 2019**

## CAUSERIE ET INFOS

### Manifestation mardi 29 janvier à Paris à 18h « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau.

Mardi 29 janvier - 18h - Manifestation - départ 18h fontaine Saint Michel à Paris (pour le début de l'examen du texte en séance à l'assemblée).

« pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation ; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement...) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Considérant qu'un tel projet menace les libertés démocratiques et concerne tout le mouvement ouvrier, le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID) s'est associé à un appel d'organisations qui se prononce en particulier « pour le retrait du projet de loi « Répression » de Macron-Philippe-Retailleau contre le droit de manifester ; pour l'abandon des poursuites à l'encontre des victimes de la répression policière et leur indemnisation; pour l'interdiction des armes mutilantes dites « intermédiaires » (flash-balls, grenades de désencerclement...) ; pour l'arrêt des violences policières et la fin de l'impunité ».

Premiers signataires :

ACORT, AMDH Paris-IDF, Amélior, ASSO-Solidaires, ATTAC, ATMF, Campagne BDS France, Cedetim-IPAM, CNDF, CNT-FTE, Collectif des Universitaires contre les violences policières, Collectif Faty Koumba, Collectif habitants urgence 31, Comité Adama, Comité Montreuil Palestine, Coordination Pas sans nous, CRLDHT, CVDT, DAL, DIEL, Droits devant !, Emancipation Tendance Intersyndicale, La Fanfare Invisible, Fédération Solidaires Etudiant-e-s, Femmes Egalité, Femmes Plurielles, Fondation Copernic, FTCT, Identité plurielle, Instants Vidéo et Numériques, LDH Paris 18, Marche des Solidarités, UJFP, UTAC, Sud PTT, SNJ, SNJ-CGT, Solidaires, Sud Industrie...

Ainsi que : Alternative Libertaire, Ecolo, EELV, Ensemble!, Gauche Démocratique et Sociale, Coopérative Ecologie Sociale, Décroissance IDF, NPA, Parti de Gauche, PCOF, POID...

Contact: [contact@nonetatdurgence.org](mailto:contact@nonetatdurgence.org)

● [Au format pdf \(pages\)](#)

## PREMIERE PARTIE

### Quelques réflexions politiques.

Je suis épuisé, donc je vais m'accorder un peu de repos. Si l'on veut. Après avoir déménagé depuis 5 ans déjà, je n'ai pas encore terminé mes travaux... Et puis rien ne presse, si on peut dire, puisqu'aucun changement politique n'est envisageable avant une durée indéterminée dans aucun pays, sauf peut-être au Venezuela dans le mauvais sens, quoique, c'était prévisible, on l'a déjà écrit il y a longtemps, comme en Equateur, en Argentine et au Brésil, aucun de ces régimes dits progressistes ou de gauche n'ayant rompu avec le capitalisme, ils devaient être tous balayés un jour par la réaction. Sur quoi reposaient-ils ? Je vous le donne en mille, l'armée mise en place par leurs prédécesseurs, le reste était à l'avenant.

Ceux qui nous ont vendu ces régimes comme des modèles à suivre ("Le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle") étaient en réalité des charlatans de la pire espèce pour avoir fait naître des illusions dans la tête de nombreux militants qu'ils ont trompés délibérément. On pouvait apporter notre soutien à ces pays contre leurs agresseurs, à condition de caractériser ces régimes et dénoncer leurs faiblesses...

### **Quand ils ont des parts dans le marche des sextoys.**

- Bienvenue chez les psychopathes. La décadence dans laquelle ils veulent nous entraîner n'a plus de limite dans l'abjection. Ce n'est pas seulement à la place du cerveau qu'ils ont un sexe ! C'est toute trace de sociabilité (et d'évolution culturelle) chez l'homme ou chez la femme, la notion de sentiment amoureux qui doit disparaître au profit de relations sexuelles. Les relations qu'un homme et une femme pourraient tisser ensemble ou l'attirance qu'ils pourraient ressentir réciproquement n'aurait pas plus de valeur qu'un vulgaire objet destiné à procurer un plaisir éphémère que l'on consommerait et que l'on jetterait ensuite. Quel cauchemar !

- Saint-Valentin: troquez les roses pour ces sextoys - Le HuffPost 26.01

Comment ne pas se rendre compte qu'ils tiennent absolument à pourrir, effacer, détruire toutes les relations, tous les liens qui existent au sein de la société ou qui se sont constitués au fil des siècles et même des millénaires entre les hommes et les femmes, notamment.

Quelqu'un de mentalement équilibré peinera à croire qu'une telle intention puisse exister, et pourtant c'est bien la réalité.

On est en présence de monstres et non d'êtres humains, qui ont conçu une idéologie où toute trace d'humanisme serait bannie parce qu'ils considèrent qu'il constituerait une menace pour le modèle de société totalitaire qu'ils envisagent de nous imposer. Les hommes tout comme les femmes doivent être ramenés à une condition primaire, à l'état de primate, où seul demeurerait présent chez eux l'instinct bestial de survie qui s'accompagne de relations sexuelles du même ordre, comparables par exemple à celles des bonobos chez lesquels la notion de transgression sexuelle n'existe pas.

Ne vous êtes-vous jamais demandés pourquoi depuis déjà de nombreuses années, au-delà de la promotion de la pornographie et de la prostitution, ils nous rebattent les oreilles avec leurs histoires d'homosexualité, de pédophilie, d'inceste et de zoophilie, qui ne concernent qu'une infime minorité de la population, mis à part l'homosexualité qui n'a pas à être traité par le législateur et encore moins être évalué comme un délit, quand il s'agit d'un acte consenti entre adultes libres d'adopter cette orientation sexuelle, tout en les condamnant, ils manifestent clairement la volonté de banaliser ces comportements à force d'en entendre parler, les suggérant l'air de rien, les encourageant, les imposant, qu'ils soient légaux ou illégaux selon les pays, peu importe.

On n'est pas jamais au bout de nos surprises. Et dire qu'il y en a encore pour se demander s'il faut ou non "débatte" avec les représentants de cette idéologie, de ce régime, avec Macron et ses ministres, etc. c'est cela le plus stupéfiant en fait. Tous les jours il y en a qui ne manquent pas une occasion pour s'adresser à eux. Quelle en est la signification politique ? Devinez. Si vous en attendez quoi que ce soit, car c'est ce que cela signifie, vous êtes très très mal barrés ! Et nous aussi par voie de conséquence, hélas ! C'est difficile à vivre parfois d'avoir atteint un niveau de conscience que seul une infime minorité partage, si infime qu'on peine à se compter...

**"50% d'un coup". Quelle générosité, quel bonheur ! Non, trop, c'est trop !**

Rendez-vous compte, incroyable, le salaire minimum augmenterait de "50% d'un coup". Où cela, en France, mais non ballot, au Nigéria! France Info ne s'en remet pas, quelle tragédie ! Quand même, "50% d'un coup", c'est super, en partant de 44 euros mensuel, c'est déjà moins génial, cela donne 66 euros, tient un peu plus que le salaire que perçoivent les femmes indiennes de mon village qui travaillent 48 heures par semaine durant 12 mois de l'année, 60 euros, en France environ 1.000 euros, donc les heureux travailleurs nigériens vont percevoir un salaire équivalent à 6% du smic, c'est géant, que réclame le peuple franchement ! De la part de France Info des négriers, pas étonnant !

Cela explique aussi qu'on vive mieux en France qu'au Nigéria, premier producteur de pétrole d'Afrique, donc un pays riche ou plutôt, où les actionnaires des multinationales occidentales sont riches. Ces chers Français si attentionnés au sort des migrants, mais qui se foutent du sort qui leur est réservé quand ils bossent pour un salaire de misère dans leurs pays, c'est beau tout de même la bonne conscience, l'impérialisme a du bon, il faut le reconnaître...

En fait, c'était une information en partie fautive de France Info, car les salariés nigériens des entreprises de moins de 25 salariés ne sont pas concernés par cette mesure, donc les plus nombreux d'entre eux, et pour avoir la paix sociale le gouvernement a accordé 7,33 euros en plus aux fonctionnaires (j'ai fait le calcul!). Dans tous les pays les fonctionnaires sont devenus un des piliers de l'Etat ou de la stabilité du régime, les travailleurs les plus corrompus par le capitalisme en somme, souvent avec un bas salaire, l'un n'empêche pas l'autre, sur lesquels certains comptent pour faire la révolution, si, si, sans plaisanter, ce sont des révolutionnaires, quel délire, quelle dégénérescence de la lutte de classe ! France Info est à l'image de l'AFP, ils ne peuvent pas sortir une info sans y mêler une contrevérité ou un mensonge, c'est plus fort qu'eux !

- Nigeria: le salaire minimum va augmenter de 50% d'un coup - franceinfo 24.01

Le salaire minimum dans le pays le plus peuplé d'Afrique est actuellement de 18 000 nairas (un peu moins de 44 euros) par mois pour les salariés du public comme du privé. En novembre 2018, les gouverneurs des Etats avaient rejeté un accord portant sur un montant de 30 000 nairas. Ils l'avaient alors qualifié d'"impraticable" à moins de réduire drastiquement le nombre de fonctionnaires ou d'augmenter les subventions du budget fédéral qui leur sont allouées. Malgré les allocations mensuelles du gouvernement fédéral, de nombreux Etats n'ont pas payé leurs fonctionnaires depuis des mois, blâmant le ralentissement économique qui a plombé le géant ouest-africain depuis 2016.

Le ministre du Travail a déclaré à la presse que la somme de "27 000 (nairas) mensuels a été approuvée", suite à une réunion du Conseil national des Etats. Le nouvel accord, applicable aux secteurs privé et public, et qui doit encore être ratifié par le Parlement, sera révisable tous les cinq ans. Les entreprises employant moins de 25 personnes sont toutefois exemptées, a ajouté Chris Ngige. Par ailleurs, "les Etats et les organisations capables de payer plus de 27 000 nairas pourront le faire. Cela dépendra de leur capacité financière", a-t-il déclaré. "Par exemple, le gouvernement fédéral a décidé de ne pas payer les travailleurs moins de 30 000 nairas", a-t-il ajouté. Fronde syndicale

Les syndicats n'ont pas réagi dans l'immédiat. Auparavant, ils avaient menacé à plusieurs reprises de paralyser le pays s'ils n'obtenaient pas un minimum de 30 000 nairas. L'inflation (11,5% actuellement) est devenue un problème majeur au Nigeria. Alors que le pays est le premier producteur de pétrole en Afrique, la majorité de ses 194 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. "Le Nigeria est (...) devenu un pays pauvre", déclarait le président Muhammadu Buhari en 2016. La faute à la chute des cours du brut, affirmait-il. "C'est oublier une situation économique et politique locale en grande partie responsable des problèmes", observait alors franceinfo Afrique. A commencer par la baisse de la production d'hydrocarbures, la corruption... franceinfo 24.01

## **Il ne fallait pas oublier de le signaler.**

Au-delà des critiques que j'ai formulées sur le mouvement ouvrier à propos de son attitude sectaire envers le mouvement populaire initié le 17 novembre 2018, il faut saluer l'engagement du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PRCF, du ParDem, des groupes de militants du GMI, de La Commune et bien d'autres, dont les anarchistes et les maöistes, ainsi que l'ensemble des militants de tous les syndicats qui y participent, sans oublier certains militants du POID qui n'ont pas suivi leurs dirigeants.

Tendance Claire du NPA 24 janvier 2019

Finalement, Solidaires a décidé jeudi 24 janvier de s'associer à la grève du 5 février (<https://urlz.fr/8JyS>) en posant la question de la "grève générale reconductible".

Boycott du grand débat pipé de Macron ! Stop au dialogue social avec Macron !  
Halte à la répression ! Amnistie des gilets jaunes condamnés !  
Grève générale illimitée à partir du 5 février !

## **Les gilets jaunes. Pas du tout une dynamique de droite.**

- Gérard Filoche à Sputnik 23.01 à propos des gilets jaunes.

*«Il y a 5% de casseurs, de fachos, de gens très détestables là-dedans. 95% de gens qui sont à gauche et qui cherchent une solution sociale [...] Sur un rond-point où j'étais dans le Vaucluse, où on dit que c'est à droite, pas besoin de discuter longtemps avec les gens pour voir que vous augmentez les retraites, augmentez réellement le SMIC [...] Mettez en cause le partage des richesses et vous faites une réforme fiscale: c'est ça ce que veulent les gens [...] la tonalité, la dynamique, c'est une dynamique sociale. Pas du tout une dynamique de droite.»* Sputnik 23.01

- Acte XI: à Lyon et Caen, des gilets jaunes scandent des slogans anti-fachos - HuffPost 26 janvier 2019

À Paris, les choses ont pris une tournure plus violente. Un groupe de manifestants identifiés comme des militants d'extrême droite par un journaliste du Point présent sur les lieux aurait attaqué d'autres citoyens vêtus de gilets jaunes. Selon des témoins, il s'agirait de militants du NPA, un parti classé à l'extrême gauche de l'échiquier politique. HuffPost 26 janvier 2019

## **Ils osent tout. Fabrique du consentement en mode surchauffe.**

- Popularité: Macron (+4) et Philippe (+6) en hausse - AFP 25.01

La popularité d'Emmanuel Macron progresse pour le deuxième mois consécutif (+4) à un niveau cependant toujours limité et celle d'Édouard Philippe gagne 6 points en un mois, selon un sondage BVA diffusé vendredi. AFP 25.01

Il y a huit jours environ, d'autres sondages disaient l'inverse ! Plus personne n'y prête attention...

## **Vite, vite...**

- Ce qui contrarie Macron, c'est qu'il voudrait bien que cette mobilisation populaire cesse le plus rapidement possible pour pouvoir embrayer tranquillement sur la casse des retraites, passons sur le bradage des allocations chômage qui va passer comme une lettre à la poste, les fonctionnaires, donc la majorité des syndiqués ne sont pas concernés, et ceux qui travaillent ne le sont pas davantage, il faut dire les choses telles qu'elles sont, non ? Avoir une conscience de classe commence par regarder la réalité en face, sinon il s'agit d'autre chose, d'intérêts purement corporatistes...

## **Le problème : C'est qu'elles sont déjà mobilisées !**

Un internaute - *"Mr Edward Bernays, neveu de Freud, le modèle de Goebbels.*

*Il écrit en 1928 dans Propaganda : Si l'on parvenait à comprendre le mécanisme et les ressorts de la mentalité collective, ne pourrait-on pas contrôler les masses et les mobiliser à volonté sans qu'elle s'en rendent compte ?"*

Pour leur vendre n'importe quoi, y compris des idées. Attention, cela ne fonctionne pas indéfiniment, même s'il y a des irréductibles. A trop vouloir en faire, on se trahit aussi...

## **Défense du marxisme.**

Le commentaire que j'ai posté mercredi dans le blog Les Crises.fr.

Un internaute - *"Un des principaux dogmes du communisme et aussi du socialisme, mais dans une un peu moindre mesure, est le suivant : Les humains sont bêtes et méchants par nature et seuls quelques esprits éclairés peuvent les guider vers le bon chemin."*

Ma réponse - Un déni et un mensonge ou une ignorance.

Le socialisme repose sur le constat que seule une fraction des exploités et des opprimés est capable dans un premier temps d'atteindre un niveau de conscience politique correspondant au processus dialectique matérialiste et historique inconscient à l'œuvre tout au long du développement de la civilisation humaine (ce que vous niez), et de définir dans quelle direction il est susceptible de s'orienter en fonction de l'évolution des rapports (contradictaires) qui existent entre les différents facteurs qui les composent, de sorte qu'en tenant compte et en agissant sur ces facteurs et ces rapports il soit possible d'orienter ce processus historique dans une direction plutôt qu'une autre, autrement dit vers le chaos, la guerre sans fin, la barbarie ou le socialisme et au-delà le communisme ou la liberté.

Et parmi (ce que vous ignorez) les facteurs déterminants sans lesquels il est impossible d'orienter la société dans une autre direction que la barbarie, figure ces éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes rassemblés dans un parti politique, ainsi que les dizaines de millions de travailleurs organisés au sein des organismes politiques indépendant qu'ils ont créés (Assemblée populaire ou constituante par exemple), et c'est uniquement la combinaison de ses deux facteurs qui peut permettre à un moment donné de réaliser un changement de régime, autrement dit, de liquider le capitalisme et ses institutions antidémocratiques.

Que vous l'admettiez ou non, c'est ce que nous enseigne la lutte de classe internationale depuis les révolutions du XIXe siècle.

Idée reçue ou formule bâclée ou interprétée à sens unique.

Il est de bon ton ou il est admis que les conditions objectives l'emportent sur les conditions subjectives, argument que l'on emploie pour justifier l'analyse selon laquelle le développement de la crise du capitalisme va conduire inexorablement à une modification des rapports établis entre les classes, et se traduire par un affrontement direct entre les deux principales classes, celle des capitalistes et celle de la classe ouvrière, de sorte que lorsque leurs contradictions seront poussées au paroxysme, tous les obstacles que les représentants de la classe dominante et ses agents au sein du mouvement ouvrier avaient dressés pour empêcher les masses exploitées de surgir sur l'arène politique tomberont les uns après les autres ou seront submergés ou s'avèreront impuissants à contenir la puissante vague destinée à emporter le régime...

C'est exact, et on a pu le vérifier une multitude de fois dans le passé à travers le monde. En revanche, ce qu'on admet moins ou ce qu'on n'arrive pas à comprendre, c'est pourquoi une crise politique puisse durer des décennies sans pour autant se transformer en crise révolutionnaire, ou pourquoi une situation révolutionnaire ne donnera pas lieu à une révolution et débouchera sur une longue période de réaction, à laquelle succédera une nouvelle situation révolutionnaire et ainsi de suite...

Jusqu'à présent on a commis l'erreur de concentrer notre attention uniquement sur le rôle joué par ces agents du capital sévissant au sein du mouvement ouvrier ou s'en réclamant, alors qu'ils pouvaient être amenés à être désavoués ou écartés, à perdre tout crédit auprès des travailleurs, pour aussitôt être remplacés par d'autres imposteurs ou partis acquis au capitalisme, qui reprenaient le flambeau de la social-démocratie, dont on a pu observé à quoi cela menait en Grèce avec Syriza, en Allemagne avec Die Linke, en Espagne avec Podemos, en France avec le PG ou LFI, etc. On a pu observer le même phénomène sur le plan syndical avec Sud ou Solidaire en France par exemple.

Pendant ce temps-là, soit de nombreuses décennies, les travailleurs n'ont cessé d'être sous l'emprise d'un conditionnement bien plus pernicieux et constant, quotidien, et cela depuis leur naissance, ce qu'on a pour ainsi dire totalement négligé ou pire encore, auquel on a attribué des vertus, que ce soit le capitalisme et ses institutions, ou la multiplication des médias, les nouveaux supports de communication, sans parler des ONG et du monde associatif, qui spontanément nous fait penser à l'association capital-travail chère à l'extrême droite.

On a pratiqué sans modération ou aveuglement le culte de la République, de la démocratie, de la liberté d'expression, de la justice, du droit international, des médias, des réseaux sociaux, de l'instruction publique, du mouvement ouvrier, etc. pour finalement s'apercevoir que depuis le début ils étaient rongés par un mal qui allait finir par les emporter : le capitalisme.

On fit passer à la trappe ou au second plan leur nature de classe au profit de formules creuses, de définitions génériques, qui ne profitaient qu'à leurs ennemis ou à ceux qui les manipulaient pour mieux

conditionner les masses, au point d'en arriver à déclarer que le combat contre la lutte idéologique et psychologique que menaient les porte-parole et les agents de la classe dominante ne méritait pas d'être mené, affirmant que de toutes manières un jour ou l'autre les conditions objectives finiraient par l'emporter sur les conditions subjectives, ne voulant pas voir que l'extrême hétérogénéité de la classe ouvrière et des classes moyennes n'aboutirait pas à la maturité des conditions objectives, hormis chez certaines couches isolées ou une minorité qui à un moment donné ne supporteraient plus leur condition d'existence et se soulèveraient, tandis que la majorité mieux lotie et conditionnée par la propagande des représentants du régime s'accommoderait de son médiocre destin et déciderait de ne pas se mobiliser, quitte à abandonner ses aspirations à une vie meilleure.

J'allais ajouter, et ne comprenant pas qu'un jour fatalement leur tour viendrait, puis je me suis ravisé, parce qu'en réalité c'est faux, car hormis dans les pays les plus pauvres, nulle part dans le monde la majorité de la population n'est soumise à des conditions matérielles d'existences insupportables ou misérables, à l'indigence, conduite à mendier des aides de l'Etat ou d'organismes privés caritatifs. Or, jusqu'à preuve du contraire, et on est en train d'en faire l'expérience en France, seule cette condition peut conduire les masses à se soulever contre le régime, qui réprimera violemment toute tentative de soulèvement sachant qu'il peut compter sur la passivité et la neutralité de la majorité.

Cette majorité des masses, comme je l'ai expliqué dans des causeries précédentes, d'un côté elle dispose de revenus qui lui permettent de bénéficier d'un mode de vie relativement confortable, et d'un autre côté elle est conditionnée ou influencée par la propagande officielle, du coup la combinaison de ces deux facteurs la conduit à accepter une multitude de frustrations ou à abandonner ses aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, car finalement si elle est satisfaite de son sort sur le plan matériel, dans tous les autres domaines elle ne peut pas y prétendre, elle doit se contenter de rapports médiocres ou détestables, elle est contrainte de vivre dans une société où tout idéal a disparu ou ne peut être que teinté d'hypocrisie et de cynisme, pire encore, elle se voit contrainte de renier les valeurs et les principes qui coïncidaient avec ses aspirations les plus profondes, les plus légitimes, elle préfère encore être l'acteur de sa propre déchéance plutôt que prendre le risque de remettre en cause sa condition matérielle d'existence en l'absence de toute issue politique à la crise du capitalisme, qui existe, mais dont elle n'est pas parvenue à prendre conscience, parce que la classe ouvrière (et les masses en générales) n'est pas parvenue à se doter d'une nouvelle direction politique au cours des 80 dernières années malheureusement.

Il ne fait absolument aucun doute que parmi la majorité des masses les mieux loties et les plus évolués des centaines de milliers de travailleurs furent en mesure de s'élever au niveau du socialisme mais en ont été détournés, des dizaines de milliers s'en approchèrent, puis s'en éloignèrent, de sorte que bien que les conditions existaient nous ne purent jamais construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui.

Ainsi, le problème que nous avons à résoudre, ce ne sont pas les masses, elles sont plutôt la solution, mais celle de la direction de l'avant-garde du mouvement ouvrier, autrement dit, le problème ce sont uniquement nos dirigeants, leurs analyses, leurs stratégies, leurs conceptions de la lutte de classe, les rapports qu'ils entretiennent avec les différentes classes, avec l'Etat.

Nous avons dit précédemment que nous avons commis l'erreur d'avoir accordé beaucoup trop d'importance aux agents du capital sévissant dans le mouvement ouvrier parce que finalement une fois démasqués ou rejetés d'autres viendraient les remplacer et ainsi de suite, de la même manière nous nous sommes épuisés en pure perte à vouloir absolument coller au mouvement spontané des masses qui étaient bourrées d'illusions et qui les conserveraient par la suite, donc là encore, cela ne sert strictement à rien, bref, on oscilla sans cesse entre opportunisme et gauchisme, entre dogmatisme (et sectarisme) forcené et éclectisme débridé, de telle sorte qu'on ne pouvait inspirer confiance à personne, et si on se demandait pourquoi, je répondrais parce que personne n'avait quelque chose à y gagner !

On a pu observer au cours des 8 dernières décennies que des millions et millions de travailleurs avaient participé à la lutte de classes, que des millions s'étaient syndiqués, que plus d'un million avait adhéré un jour à un parti ouvrier, et tout d'un coup on s'aperçoit que c'est comme si rien ne s'était passé, comme si ces expériences n'avaient jamais existé, vous ne trouvez pas cela curieux, vous ne vous êtes jamais posés la question de savoir pourquoi, au-delà des explications foireuses ou intéressées fournies par nos dirigeants, et bien j'ai une autre explication à vous proposer, qui a un lien avec tout ce qui vient d'être exposé dans les paragraphes précédents.

Qu'y a-t-il de commun entre les masses, la totalité des masses et pas seulement la majorité, et tous ces travailleurs qui ont participé un jour à la lutte de classes ou qui se sont engagés dans le mouvement ouvrier ?

Ils partagent tous le même mode de pensée, celui qui leur a été inculqué par une multitude d'intermédiaires au sein de la société agissant pour le compte de la classe dominante, de l'éducation qu'ils ont reçue de leurs parents, de l'instruction qu'ils ont reçue à l'école puis à l'université, des informations qui leur ont été transmises par les médias et les réseaux sociaux de nos jours, des histoires qu'on leur a contées dans des livres, au cinéma, au théâtre, parfois dans des lieux de culte, etc. Leur mode de pensée a été formaté de telle sorte qu'ils n'interprètent pas la réalité, la situation, leur condition, leurs propres expériences à partir des faits et de leur enchaînement, mais en les traitant comme des abstractions détachées les unes des autres de telle sorte que les liens qui existaient entre eux s'évanouissent ou disparaissent au point de ne laisser aucune trace, hormis des impressions impossibles à relier entre elles ou inutilisables, incompréhensibles une fois la relation dialectique de cause à effet rompue ou obscurcie par l'épais brouillard de la spéculation ou de la confusion à laquelle elles allaient donner lieu par la suite.

Dans ces conditions toute interprétation dialectique, donc correspondant au déroulement des faits ou de la réalité présente ou passée est impossible à saisir, alors de là à imaginer le futur ou comment pourrait évoluer la situation, vaut mieux l'oublier ou ne pas y penser. Quel que soit le sujet que l'on doit aborder, la question à laquelle on doit réfléchir, le problème que l'on a à résoudre, la difficulté que l'on a à traiter, la situation que l'on a à analyser, les faits que l'on doit examiner, donc tout ce qui concerne la vie en général et pas seulement la politique, si en terme de mode de pensée on ne recourt pas au processus qui en est à l'origine, on ne risque pas d'en venir à bout ou d'y comprendre grand chose, et bien c'est à côté de cette logique implacable, qui s'impose à tout et à tous, que nous sommes passés ! En un mot, on a appris à lire et à écrire, à compter, mais pas à penser. Qui dit apprendre à penser n'impose pas davantage de contraintes que savoir lire, écrire ou compter, bien au contraire, c'est une libération.

Il n'y a que les esprits tordus ou malintentionnés pour l'interpréter différemment, parce qu'ils ne savent pas penser ou ne tiennent pas à ce que les masses apprennent à penser par elles-mêmes, librement. C'est tout le contraire de l'endoctrinement ou du conditionnement, du lavage de cerveau, c'est justement se donner les moyens d'y échapper ou de s'en débarrasser. C'est uniquement dans ce sens que nous avons évoqué la tâche d'éduquer les masses, et non pour qu'elles deviennent des masses serviles ou obéissantes. Et évidemment cela a un rapport avec la démocratie, puisque pour pouvoir librement se prononcer sur une mesure, il est préférable au préalable de savoir penser. Et non pas savoir quoi penser, ce qui est du domaine réservé à chacun en fonction de ses intérêts, personne n'a le droit de penser à votre place ou de décider ce que vous devez penser, c'est uniquement à vous de le savoir.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'on n'a pas progressé en un siècle, et qu'avec un tel handicap on n'est pas près de s'en sortir, tout du moins on est en droit de le craindre, hélas !

On a parlé à tort et à travers du marxisme et on est passé à côté de sa méthode pour interpréter le monde, après on ne s'étonne plus de rien, ou plus précisément on a pu la maîtriser plus ou moins, mais on a oublié qu'on devait la rendre accessible au plus grand nombre. Ceux qui l'ont diabolisé visaient visiblement la dialectique matérialiste et historique, une arme aussi redoutable que le diamant pour venir à bout du plus dur problème que les hommes aient eu à résoudre, réunir les conditions pour se libérer du règne de la nécessité.

Tenez, il y a une idée qui me vient à l'esprit. Dès notre plus jeune âge en entendant quotidiennement une langue, on apprend spontanément à la parler ou à maîtriser l'expression orale, et on peut la maîtriser sans aller à l'école, ce fut le cas de ma compagne. Mon épouse a appris le français toute seule en vivant en France. Etc. Pourquoi les militants et cadres des partis ouvriers ne maîtrisent-ils pas la dialectique ? Que leur ont-ils appris leurs dirigeants ? Rien ou presque ou en tout cas pas l'essentiel puisqu'ils sont incapables de penser librement par eux-mêmes, même si certains ont réussi à se convaincre du contraire.

Puisque tout est régi par les lois de la dialectique, cette "science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée (R. Luxemburg), donc y compris les expériences que nous vivons quotidiennement, pourquoi dès lors qu'on nous aiderait à en prendre conscience, on n'y parviendrait pas ? Comment cela se traduirait-il en pratique ? Par l'observation, l'écoute, l'attention, et toutes les questions qui en découleraient et auxquelles on chercherait des réponses

cohérentes, en posant ou en imaginant un tas d'hypothèses qu'on étudierait ou vérifierait une à une pour ne conserver que les plus crédibles ou valables et ainsi de suite. Cela nécessite une certaine discipline ou de faire preuve d'une grande rigueur, car on ne doit se satisfaire d'aucune réponse approximative ou contenant un doute. En cas d'incertitude ou si on tombe en panne d'imagination, on met cette question précieusement de côté et on y repensera plus tard, surtout on ne l'enfouit pas au fond d'un tiroir, à un autre moment on sera mieux inspiré, il ne faut jamais désespérer. Et puis, on apprendrait un tas de choses, on se débarrasserait d'idées fausses et on se forgerait de solides repères ou convictions qui nous serviraient par la suite.

On pourrait dire tout bêtement que faire preuve de logique, c'est refuser de subir le sort qu'on nous a réservé, c'est donc se poser un tas de questions et ne jamais cesser de se les poser tant qu'on n'a pas obtenu de réponses satisfaisantes, on doit être animé par cette détermination absolue pour progresser. Voyez de quelle détermination font preuve nos ennemis, prenez exemple sur eux et nous les terrasserons, parce que nous sommes le nombre, la force, c'est aussi bête que cela ou tout simplement logique, un miracle de la dialectique, quand la quantité se transforme en qualité.

Kant définissait la logique comme « la science des lois nécessaires de l'entendement et de la raison », Hegel comme « la science de l'Idée pure », pour Marx la logique était tout simplement le processus matériel qui se déroulait sous ses yeux. (Causerie du 14 juillet 2018)

Et la conscience de classe est le prolongement ou l'expression de processus matériel, ce qui signifie que si on ne le voit pas ou qu'on a une perception déformée, on ne peut pas acquérir une conscience de classe, plus précisément si on ne saisit pas les lois qui sont à l'oeuvre dans ce processus matériel, on ne risque pas de le saisir lui-même ou d'agir dessus consciemment. En revanche si on maîtrise ses lois, on ne confondra pas la cause avec ses effets ou ses conséquences, par exemple on ne peut pas aborder la pauvreté sans spécifier que c'est le capitalisme qui en est l'origine, donc on ne supprimera pas la pauvreté tant qu'on n'aura pas éliminé le capitalisme.

Quand on vit une expérience et qu'on n'en tire aucun enseignement, notre niveau de conscience en général ne peut pas progresser, pire, on demeurera la proie d'éléments extérieurs qui pourront influencer notre mode de penser et nous conditionner à notre insu, on pourra même être amené à régresser ou à croire n'importe quoi puisqu'on ne se pose pas de questions. Quand on ne cherche pas à savoir pourquoi les choses se passent ainsi plutôt qu'autrement, on en arrive à se dire qu'elles sont comme elles devaient être et que personne n'y pouvait rien, c'est ainsi que la fatalité permet de justifier l'inaction. C'est un enchaînement logique, qui n'est pas inexorable heureusement, mais qui en l'état demeurera toujours nuisible si on ne le brise pas, hormis les situations désespérées.

Le mode de pensée des travailleurs est le produit de leurs conditions qui ont fait l'objet d'interprétations qu'ils ont adoptées, de telle sorte qu'ils reproduisent inconsciemment ces conditions (ce mode de vie et de pensée) sans en connaître l'origine, et ils auront toute leur existence pour les découvrir ou non, ce qui finalement déterminera l'orientation de la société.

Leur mode de pensée est idéaliste ou teinté d'un matérialisme purement empirique qui justement ne leur permet pas de saisir les lois de la dialectique à l'oeuvre dans chaque expérience vécue ou subie, et par conséquent ils seront influencés ou orientés idéologiquement, d'où la nécessité de partir de leurs expériences, de leurs conditions, pour les aider à comprendre comment fonctionnent ces lois de la dialectique. C'est la raison pour laquelle il faut les laisser parler, les faire parler et avoir la patience de les écouter au lieu de leur débiter un grand discours politique, car quel que soit le bout par lequel ils aborderont la réalité, il sera facile de leur montrer ensuite que chaque expérience qu'ils ont vécue ou la situation sociale et politique sont régis par les mêmes lois, y compris leur mode de pensée.

On ne peut progresser dans aucun domaine, que ce soit en mathématiques ou en linguistique, dans l'étude de n'importe quelle science si on ignore leurs règles, leurs principes, leurs théorèmes, qui en quelque sorte ne font que synthétiser des rapports dialectiques de cause à effet ou conséquence qui existent en dehors de leur volonté ou qui s'imposent à eux...et bien avec la pensée c'est un peu la même chose.

Les hommes sont parvenus à apprendre à lire, à écrire et à compter, pourquoi n'apprendraient-ils pas à penser ? Attention, je ne prétends pas qu'il suffirait que les travailleurs parviennent à adopter un autre mode de pensée pour qu'il soit possible de changer la société, j'affirme que des centaines de milliers de travailleurs, voire davantage parmi les plus évolués et les plus déterminés possèdent les qualités requises

qui peuvent leur permettre immédiatement d'adopter le matérialisme dialectique, donc se débarrasser du fatras idéologique qui empoisonne leur mode de pensée de manière à pouvoir agir pour changer la société, les masses évoluant à un rythme plus lent, mais qu'il faut aussi les aider à prendre conscience des lois de la dialectique, car si on ne peut pas changer de société avec des militants, cadres ou dirigeants qui en seraient inconscients, on ne pourrait pas davantage contrecarrer la propagande de nos ennemis qui comptent sur l'ignorance des masses pour mener à bien leur contre-révolution.

Tout cela ne se fait pas en un jour ou ne se décrète pas, et si en participant à un processus révolutionnaire on peut développer un certain niveau de conscience politique, il n'en demeure pas moins qu'il n'atteindra jamais spontanément un niveau suffisant pour en saisir les lois dialectiques, si on n'y a pas été préparé longtemps à l'avance, n'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement de prendre le pouvoir, faut-il encore être capable de le conserver. On a pu voir au cours de chaque révolution à quel point le niveau de conscience des masses pouvait s'élever pour ensuite retomber, parfois à un stade inférieur à celui auquel elles étaient parvenues avant le déclenchement de la révolution, autrement dit elles n'en auront tiré pratiquement aucun enseignement. A suivre.

### **Parole d'internaute.**

1- En effet, le courant dominant est le subjectivisme et seule l'apparence, soit l'écume des choses compte. C'est le triomphe provisoire de l'interprétation sur les faits que l'on tord dans tous les sens pour les faire coller à une réalité totalement construite du dehors.

2- À la différence près qu'Acrimed a soutenu la propagande de guerre lors de la guerre en Syrie dans un article lors de la bataille d'Alep où le site chargeait Mélenchon de soutenir le dictateur Al-Assad puisqu'il ne soutenait pas Al-Qaïda, heu pardon les "rebelles modérés".

Article qui a mystérieusement disparu du site d'Acrimed (je viens d'aller chercher) mais qui reste gravé dans ma mémoire comme l'un des moments les plus orwelliens qu'il m'ait été donné de voir dans le journalisme.

Bref, se méfier de tout le monde, notamment des sites d'infos alternatives qui sont d'autant plus puissant pour manipuler qu'ils sont crédibles.

LVOG - "*Se méfier de tout le monde, notamment des sites d'infos alternatives*", vous avez raison, je viens de découvrir que Anticons - Observatoire du néo-conservatisme avait ajouté une carte des NéoCons US dans laquelle figure Léon Trotsky, le principal dirigeant avec Lénine de la révolution russe de 1917, puis à partir de 1924 le plus déterminé des ennemis du stalinisme au sein du mouvement ouvrier international, ce qui lui vaudra d'être assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940.

On doit donc en déduire au regard de cet amalgame scélérat que ce site est animé par des staliniens ou des ignorants qui se font également manipulés.

3- C'est bien possible : d'ailleurs Acrimed n'avait guère critiqué la partialité médiatique lors du coup d'État en Ukraine, en 2014, si mes souvenirs sont bons. On touche là aux limites de la "gauche radicale" française, ou "gauche de gauche".

LVOG - Vous n'êtes pas au bout de vos mauvaises surprises...

4- C'est juste une question de nombre.

La population est désarmée mais elle est nombreuse.

La police et le gouvernement, ils font actuellement les malins, mais uniquement parce que la mobilisation reste assez limitée en nombre, quoiqu'on en dise. Pourtant je suis très enthousiaste car c'est vraiment pas la saison idéale pour sortir (et encore on a évité jusqu'à aujourd'hui le froid). Sur le plan tactique, ne jamais sous-estimer la météo.

La BAC sort uniquement en fin de manif', ils chargent et interpellent quand il ne reste guère quelques dizaine de personne, trop facile pour eux.

Jamais l'appareil policier et judiciaire ne pourra en l'état arrêter (en proportion) autant de personne qu'en décembre si les gens descendent par centaines de milliers dans la rue.

Pour le moment, ce n'est pas le cas. A voir comment évolue la mobilisation.

Je relisais hier un article sur la "révolution des bougies" en Corée du Sud. Ils sont sortis par millions pendant plusieurs weekends. 2 mois plus tard la présidente (élue !) est destituée, et est en tôle à l'heure où l'on parle.

LVOG - Pourquoi n'y a-t-il que 1 ou 2% des travailleurs qui descendent dans la rue pour manifester contre Macron ?

5- Oui, la propagande, ça marche.

Il suffit de discuter autour de soi et de lancer les sujets classiques : Trump, Poutine, Syrie, Russie, Euro, Brexit

Ecoutez les gens parler et vous entendrez immédiatement les éléments de langage habituels :

- Si on sort de l'Euro, ça sera le chaos
- Les Anglais regrettent amèrement le Brexit
- Bachar, le tyran qui empoisonne son propre peuple

Même chez des gens intelligents et cultivés, il est impossible de discuter sérieusement de ces sujets. Il est même impossible de leur faire admettre qu'ils sont victimes de propagande.

LVOG - Méfiez-vous des "gens intelligents et cultivés"... Au fait, n'en feriez-vous pas partie par hasard ?

6- Il semblerait que la propagande marche, tant qu'elle ne vous concerne pas. Je considère qu'elle est annonciatrice d'un déséquilibre et de changements prochains. Normalement, dans un état équilibré, il n'y aurait pas besoin de propagande. Les faits seraient les faits, les forces seraient équilibrées. Mais dès qu'un déséquilibre apparaît, la propagande s'installe. Au début, elle paraît toute puissante, mais au fur et à mesure qu'elle concerne de plus en plus de personnes elle perd de sa force. Il n'y a pas de retour en arrière: la succession des crises qui arrivent, va ouvrir obligatoirement les yeux à de plus en plus de personnes car elles seront concernées par les faits. Jusque au point de non retour. Ainsi finissent tous les régimes, c'est à dire qu'ils meurent et disparaissent quand la propagande ne fonctionne plus.

LVOG - Cela peut prendre beaucoup de temps, voyez Franco...

Lorsque les déséquilibres augmentent, la propagande est obligée d'augmenter également, jusqu'au point où elle devient visible au plus grand nombre. Cela ne veut pas dire que tous ouvrent les yeux, et deviennent contre la propagande. cela veut dire que ceux qui faisaient semblant de ne pas la voir, sont alors obligés de dévoiler leurs positions.

C'est pourquoi la propagande, quand elle arrive au bout de son cycle, conduit souvent à la guerre civile.

LVOG - Nous n'en sommes plus très loin...

7- L'intuition première – sans cesse vérifiée – que l'on peut avoir est celle d'une "soumission" des médias à l'ordre établi. Puis en creusant un peu la question du traitement médiatique de l'actualité, on s'aperçoit que les mécanismes sont assez complexes car l'évolution du champ journalistique est protéiforme :

- la mise sous tutelle financière (banques, industrie de l'armement, ...) des médias favorisant un climat de censure
- précarisation des journalistes favorisant l'autocensure
- poids d'une structuration hyper-concurrentielle du secteur, qui uniformise mécaniquement les contenus.
- suprématie de l'image sur le texte favorisant la réaction plutôt que la réflexion - avènement de supports de diffusion alternatifs, à la fois plus "performants" (instantanéité du web) et démocratique, où chacun peut

s'exprimer (avec pour effet pervers d'entretenir le règne de l'opinion ...) - ... le tout dans une société qui promeut le consommateur plutôt que le citoyen (le fameux temps de cerveau disponible)

8- Par contre les rapports des éditorialistes, des journalistes "stars", directeurs de rédaction, etc... avec l'ordre établi, c'est plus pour moi de la collusion, des affinités. Ces gens font les mêmes écoles, fréquentent (pour certains contractent leur mariage) les mêmes milieux, ont la même vision du monde. Il n'y a pas besoin que les directives soient exprimées, dès qu'elles sont partagées et comprises en amont.

Le documentaire "Les nouveaux chiens de garde" est très instructif sur ce rapport de collusion. Ce sont des gens qui dînent une fois par mois au Siècle par exemple, et ceci n'est pas une idée complotiste ou une fake news.

---

## DEUXIEME PARTIE.

### L'acte XI

Censuré la veille par les médias, pas un seul article sur Yahoo.news !

#### **- Acte XI des gilets jaunes: une mobilisation en légère baisse, des heurts partout en France - Le HuffPost 27 janvier 2019**

"Y'a aucun intérêt à faire ce grand débat." Plusieurs milliers de gilets jaunes sont (re)descendus dans la rue ce samedi 26 janvier pour leur onzième grosse journée d'action. Le grand débat national a beau battre son plein, ils étaient encore nombreux à crier leur colère face au gouvernement dont la volonté affichée de dialogue ne trouve toujours pas grâce à leurs yeux.

Au total 69.000 gilets jaunes ont défilé dans les plus grandes villes de France selon le ministère de l'Intérieur. Un chiffre en deçà des 84.000 manifestants recensés la semaine dernière, toujours selon la place Beauvau. Et si le comptage provisoire réalisé par la page Facebook "le nombre jaune" fait état quand à lui de 87.700 personnes dans les rues, le chiffre reste en baisse par rapport aux premières estimations livrées le 19 janvier qui évoquaient 109.930 participants.

Une légère érosion de la mobilisation donc, qui n'a pas empêché les heurts pour autant. Partout en France, des manifestants violents s'en sont pris aux forces de l'ordre quand d'autres ont dégradé des bâtiments ou du mobilier urbain. À Paris, la place de la Bastille a été le théâtre des plus violents affrontements. Jérôme Rodrigues, une des figures des gilets jaunes, a même été blessé à l'œil alors qu'il filmait en Facebook Live sans être menaçant pour qui que ce soit. De quoi provoquer la réaction du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner qui a réagi aux violences de "manifestants déguisés en gilets jaunes" et aux soupçons de bavures policières.

Les rassemblements des gilets jaunes ont en effet été émaillés de plusieurs incidents. Outre place de la Bastille à Paris, Toulouse, l'un des bastions de la contestation, avec ce samedi encore plusieurs milliers de manifestants, a également connu des heurts et des dégradations en fin de défilé.

Pour la première fois depuis le début du mouvement dans la ville rose, la préfecture n'a pas donné une estimation précise du nombre de manifestants, évoquant le chiffre de "plusieurs milliers" pour samedi. Le 19 janvier, elle avait donné le chiffre de 10.000 personnes, un record national. En revanche, la préfecture fait état de "dégradations de vitrines d'agences bancaires, de mobilier urbain et de chantiers", de "feux de poubelles" et autres barricades. Au total, dix personnes ont été interpellées en centre-ville.

Des heurts se sont également produits à Dijon, Montpellier et en Avignon, ou encore dans l'Ouest, où plusieurs milliers de gilets jaunes ont manifesté. Des échauffourées ont éclaté entre forces de l'ordre et protestataires, notamment à Nantes et Évreux.

"Il y a eu de nombreux jets de projectiles et même un cocktail Molotov" à Nantes a indiqué la préfecture de Loire-Atlantique. "Les forces de l'ordre ont riposté avec des gaz lacrymogènes", a ajouté cette source. En fin d'après-midi, il y avait eu neuf interpellations. Selon un photographe de l'AFP présent, les manifestants étaient environ 2000.

À Évreux, des incidents ont éclaté en marge d'un rassemblement qui a réuni plus de 800 personnes, selon la préfecture. Des dégradations ont été commises devant le siège de la Banque de France et les locaux de la police municipale ont été dégradés, selon les autorités, qui ont également déploré l'incendie de "deux véhicules" aux abords de la mairie. En fin d'après-midi, dans un communiqué particulièrement cinglant, le maire Les Républicains Guy Lefrand a estimé que "la ville a été livrée à elle-même". "Les commerçants, les riverains, les usagers du centre-ville n'ont pas eu le droit à la protection de l'État, en première partie de journée", a-t-il écrit.

Une figure du mouvement blessée

Mais c'est bien à Paris que s'est déroulée la scène qui restera comme celle la plus marquante de la journée. Peu après 17h, une des figures médiatiques du mouvement, Jérôme Rodrigues, a été blessée à l'œil place de la Bastille à Paris. Touché alors qu'il se trouvait face à des forces de l'ordre, il était au même moment en train de filmer en direct sur son compte Facebook l'arrivée du cortège des manifestants sur la place. Munition d'un Lanceur de balles de défense (LBD), éclat de grenade ou autre projectile: l'origine de sa blessure demeurait inconnue à ce stade.

Une image qui, à l'heure où nous écrivons ses lignes, est en train de faire le tour des réseaux sociaux consacrés aux gilets jaunes, véritable agora du mouvement. Sans surprise, elle provoque l'indignation de l'écrasante majorité des internautes qui dénoncent une nouvelle preuve de violence policière. Dans un contexte où les effectifs de sécurité sont accusés d'utiliser plus de force que nécessaire pour contrôler les manifestants.

Éric Drouet a rapidement publié un communiqué via sa page Facebook la France en colère!!!! dans lequel il appelle les Français à "un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles." Proche de Jérôme Rodrigues, avec qui il posait quelques heures avant les faits, le chauffeur-livreur accuse le gouvernement de faire le jeu des casseurs et les autorités d'être "fortes avec les faibles mais lâchement faibles avec les forts".

"Les Black Block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable", cingle-t-il avant d'ajouter: "il y a du monde pour placer plus de 5000 gilets jaunes en garde à vue et en condamner une centaine à des peines de prison ferme. Mais il n'y a plus personne pour les vrais fauteurs de trouble."

Un sentiment d'injustice qui anime les contestataires depuis le premier jour du mouvement et qui ne cesse de croître au fil des événements. De quoi susciter un nouveau regain de mobilisation pour le douzième samedi de suite? Avant cela, place au premier acte des foulards rouges, ce dimanche 27 janvier à Paris. Une marche pro-Macron muée en rassemblement pour la République qui pourrait donner, elle aussi, des indications sur la suite du mouvement des gilets jaunes. Le HuffPost 27 janvier 2019

## **A Lille**

Liberation - «Le grand débat, on n'en veut pas ! La vraie démocratie, elle est ici !» Ce samedi, à Lille, les gilets jaunes ne défilent pas seuls pour l'acte XI de leur mouvement. Des professeurs «Stylos rouges», des travailleurs sociaux, des infirmières et quelques cégétistes ont rejoint la grande marche régionale. Sous des bannières différentes, près de 1500 personnes réclament ensemble «plus de justice fiscale et sociale».

À l'avant du cortège, un service d'ordre, composé d'hommes coiffés de bérets avec insignes militaires, empêche toutes les tentatives de manifestation sauvage. Les CRS se font discrets. Seuls des agents de la BAC restent au contact des manifestants. Grand débat ou pas, «on va continuer à manifester», annonce Alison, 28 ans, gilet jaune sur le dos. Pour cette professeur des écoles, il faut «revoir les modalités du Grand débat»: «Ça ressemble plus à un questions-réponses qu'à un débat avec les citoyens, dans lequel Macron a répondu à tout. Nos revendications sont connues depuis le 17 novembre: on veut un impôt plus juste.»

«Macron ne change pas ses idées alors la manifestation, c'est pour se faire comprendre», lâche Perrine, 27 ans, salariée dans la grande distribution. «On a déjà fait remonter nos doléances. On a écrit dans les cahiers. On fait des réunions. On participe à des actions humanitaires», témoigne un petit groupe venu du Valenciennois. Liberation.fr 26 janvier 2019

LVOG - On observe au regard de tous ces témoignages, que ce mouvement est en recul puisqu'il ne pose plus aucune revendication politique ou presque, et il n'arrive pas à faire le lien avec les Assemblées populaires qui se sont réunies dans certaines villes, ni avec le mouvement ouvrier. A suivre.

### **- Jérôme Rodrigues blessé, Éric Drouet appelle à "un soulèvement sans précédent" - Le HuffPost 27 janvier 2019**

"La France en colère" déclare "l'état d'urgence du peuple". Dans un communiqué publié ce samedi 26 janvier en fin de journée, le groupe créé par Éric Drouet, l'une des figures des gilets jaunes, réagit à la blessure d'une autre figure médiatique du mouvement, Jérôme Rodrigues, touché à l'œil plus tôt dans la journée, au moment même où il était en train de filmer le cortège parisien de "l'acte XI" en direct sur son compte Facebook.

"Encore un œil crevé, un de trop", estime le groupe, selon lequel la blessure a été faite "semble-t-il par une grenade, tirée à bout portant". "Il ne peut donc pas s'agir d'une erreur."

"Au moment des faits, il était en train de filmer sans occasionner aucun trouble à l'ordre public, il est d'ailleurs connu par tous pour prôner le pacifisme et ce depuis le début du mouvement", poursuit le groupe dans son communiqué, en demandant "une sanction pénale lourde" à l'encontre des "agents des autorités qui ne respectent pas les conditions d'utilisation de leurs armes et s'en servent avec la volonté de briser des vies".

À leur sujet, le groupe estime qu'ils "ternissent l'image de leurs collègues qui ont encore une conscience et du bon sens, il faut donc briser leur vie en les bannissant du maintien de l'ordre".

Le communiqué sous-entend par ailleurs que le ministre de l'Intérieur aurait laissé faire les casseurs pour ternir l'image du mouvement: "Monsieur Castaner, prenez vos responsabilités, nous ne jouons pas. Les Black block étaient présents et avaient annoncé leur présence ce samedi, vous les avez laissé prendre la tête de plusieurs cortèges en attendant naïvement qu'ils passent à l'action. L'inaction des pouvoirs publics est inacceptable".

Le groupe d'Éric Drouet appelle enfin à un regain de mobilisation "par tous les moyens utiles et nécessaires".

"Nous appelons à un soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires pour que plus personne ne soit victime de ces blessures de guerre. Amis gilets jaunes, organisez-vous plus que jamais, laissez vos querelles de côté, un combat ne se joue pas, il se gagne", dit le communiqué. Le HuffPost 27 janvier 2019

LVOG - Ma réflexion précédente est confirmée, il appelle Castaner à prendre "ses responsabilités", mais il ne fait que cela ! On aurait pu imaginer qu'il aurait exigé sa démission, même pas, il doit avoir la trouille des représailles...

### **- "Gilets jaunes" : Jean-Luc Mélenchon soutient l'appel d'Eric Drouet et de la CGT à une "grève générale" le 5 février - Franceinfo 23 janvier 2019**

Après Olivier Besancenot, Jean-Luc Mélenchon. Le chef de file de La France insoumise a affirmé, mercredi 23 janvier, qu'il soutenait l'appel à la "grève générale" pour le 5 février, formulé par la CGT et Eric Drouet, l'une des figures des "gilets jaunes".

La CGT a appelé à la grève et à manifester sur tout le territoire, le 5 février, pour répondre à l'"urgence sociale". Le syndicat a réclamé une hausse du smic et une réforme de la fiscalité. Sur Facebook, Eric Drouet a appelé à transformer cette mobilisation en "blocage total".

De son côté, le porte-parole du NPA, Olivier Besancenot, a annoncé se joindre à cette initiative. "Jusqu'à présent, on avait un mouvement social, un mouvement syndical et les 'gilets jaunes' qui se regardaient un peu en chiens de faïence, a-t-il affirmé. Là, il y a un geste qui a été fait du côté des 'gilets jaunes' et je crois que ça doit interpeller les organisations syndicales, c'est peut-être le moment de la convergence." Franceinfo 23 janvier 2019

LVOG - Monsieur Mélenchon, où sont-ils donc passés vos 9 millions d'électeurs ?

### **"Assemblée des assemblées"**

#### **- Dans la Meuse, les "gilets jaunes" à l'épreuve du débat démocratique - AFP 26 janvier 2019**

"La démocratie, c'est nous!": des collectifs de "gilets jaunes" venus de toute la France se retrouvent samedi et dimanche à Sorcy-Saint-Martin, près de Commercy (Meuse), pour débattre de sujets selon "un modèle de fonctionnement collectif".

"Gilets jaunes de France et du monde bonjour! Je déclare ouverte la première "Assemblée des assemblées", lance au micro, Claude, un quinquagénaire, investi dans la fronde à Commercy et en charge de l'animation.

L'appel des "gilets jaunes" de Commercy pour débattre des revendications, de la poursuite du mouvement, du débat national ou des élections européennes a été entendu par 75 groupes locaux.

Quelques 300 personnes sont venues de Poitiers, Le Vigan (Gard), Paris et sa région, Dijon, Nancy, Nantes ou Sète.

Inscriptions, tampon sur la main, sécurité, repas, hébergement, élaboration d'un livret, retransmission du débat sur un réseau social... l'événement a été soigneusement organisé.

"On teste un modèle de fonctionnement collectif démocratique", explique à l'AFP Joël, 36 ans.

"C'est un processus par le bas, si tout le monde est d'accord", ajoute Claude, après des consignes sur le silence et la brièveté des prises de parole. "Il ne faut pas attendre monts et merveilles de cette assemblée", prévient-il.

Après une présentation des collectifs, l'assistance, aborde les "très nombreuses revendications" collectées et synthétisées dans un document. "Ca rend compte de la diversité des luttes qu'on a à mener. Il y a beaucoup de choses à défendre", explique Jonathan, un trentenaire qui porte une chasuble jaune barrée d'un "rends l'ISF d'abord!".

Beaucoup de participants, des hommes, des femmes, jeunes ou plus âgés, la plupart un gilet fluorescent sur le dos, prennent des notes. Seuls les délégués, ayant un mandat de leurs groupes, sont autorisés à prendre la parole en levant un carton.

Le débat s'échauffe lorsqu'une Strasbourgeoise, Isabelle, souhaite que "l'Assemblée soit légitime à prendre des décisions aujourd'hui et que l'on puisse voter sur des grands thèmes". La majorité refuse, s'estimant pas suffisamment représentative en l'absence de nombreux collectifs.

"Nous prendrons la parole en notre nom, pas au nom de nos collègues qui ne nous ont pas désignés" comme représentants, approuve un jeune homme de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), très applaudi.

"On est un mouvement qui ne veut pas de récupération politique et syndicale, on ne veut pas de leader, on est artisan", abonde un Montpelliérain.

Venu de Nemours, un chapeau arc-en-ciel sur la tête, un autre prône "un fonctionnement radicalement démocratique". Une Strasbourgeoise suggère "une démocratie à l'horizontal". "La démocratie, c'est nous", s'enthousiasme une participante.

Les heures passent et "l'Assemblée des assemblées" doit encore aborder les sujets de fond comme la participation aux élections européennes.

"Je ne voterai pas jaune. En tout cas, pas la liste" Rassemblement d'initiative citoyenne, assure Sylvie, une serveuse de 35 ans d'Essey-les-Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Ingrid Levavasseur, tête de liste et ses colistiers "n'ont pas de légitimité pour porter une liste "gilets jaunes", personne ne les a réellement élus, ils se sont revendiqués porte-parole", renchérit Anne, une fonctionnaire de 43 ans.

"C'est quelque chose d'autoproclamé", insiste Steven, éducateur spécialisé de 28 ans et porte-parole des "gilets jaunes" de Commercy.

"Si on décide d'aller aux élections européennes ou (à d'autres scrutins), on le fera de la manière la plus légitime. Les groupes locaux devront avoir été consultés et en avoir débattu", ajoute-t-il.

Dimanche, les participants se retrouveront pour des tables rondes et élaborer "une déclaration finale sur les grandes orientations" de "l'Assemblée des assemblées, acte 1". AFP 26 janvier 2019

### **- A Commercy, le modèle des gilets jaunes meusiens érigé en exemple national - Liberation.fr 27 janvier 2019**

Plus de 400 gilets jaunes venus de toute la France ont répondu samedi à l'appel de Commercy, lancé en décembre pour créer une coordination du mouvement au niveau national sur le modèle des Assemblées quotidiennes pratiquées dans la Meuse.

Dans la salle polyvalente de Sorcy-Saint-Martin (Meuse), plus de 250 gilets jaunes de toute la France se passent le micro. En ce froid samedi de janvier, des porte-parole de groupes bretons, de région parisienne ou encore d'Occitanie ont répondu à «l'appel de Commercy». Dès 13h, ils racontent leur lutte sur les ronds-points, leurs blocages et leurs manifestations. La pièce est bondée. Une centaine de personnes assistent à cette «Assemblée des assemblées» devant un écran installé sous une tonnelle. L'objectif : créer une coordination du mouvement au niveau national.

La déléguée de l'assemblée «Strasbourg République» finit son intervention sous les applaudissements nourris. Pour elle, «le vrai débat national, c'est ici» Ils sont nombreux à prendre la parole pour rejeter la concertation proposée par le gouvernement. Liberation.fr 27 janvier 2019

### **Le "grand débat national", un exercice d'entre soi.**

**- «Le grand débat est faussé» : Chantal Jouanno dénonce une opération de com' - LeParisien.fr 25.01**

### **Les masques des imposteurs tombent.**

LVOG - Lutte contre la misogynie, l'homophobie, le racisme, la xénophobie, les fake news, le complotisme, le réchauffement climatique, etc. : Une imposture, la preuve.

- Schiappa chez Hanouna : la ministre assume - Le Parisien 22 janvier 2019

La secrétaire d'Etat n'est pas perturbée par le profil de l'animateur télé, régulièrement brocardé pour ses propos sexistes ou homophobes. Elle rappelle en outre que si Hanouna, alias « baba », a été sanctionné par le CSA, c'est aussi parce qu'elle-même l'avait saisi. Une façon pour cette militante féministe d'envoyer sur les roses ceux qui lui intentent un procès en sorcellerie. Le Parisien 22 janvier 2019

- Sur l'ISF, Hanouna et Philippe partagent le même avis - Le HuffPost 26.01

- A Davos, l'élite se préoccupe du climat mais vole en jet privé - AFP 22 janvier 2019

## **Quand le "grand débat" supplée au "dialogue social"**

- "Un débat bien français": Edouard Philippe dans le chaudron d'une réunion citoyenne - AFP 26 janvier 2019

Une réunion citoyenne relayée notamment par la députée LREM de la circonscription, Yaël Braun-Pivet. A Sartrouville (Yvelines). Peu de jeunes, pas mal de retraités. 100 à 150 personnes participaient à une réunion.

"Le RIC, ça me hérissé". "Si on fait ça, on rentre dans une mécanique qui est terrible, où on passe son temps à remettre en cause des choses" votées, plaide Edouard Philippe. AFP 26 janvier 2019

### **Totalitarisme. Une "expérimentation".**

- Le gouvernement encourage le débat mais supprime les enquêtes publiques environnementales francetvinfo.fr - francetvinfo.fr 22 janvier 2019

En ce moment, le gouvernement n'a qu'un mot à la bouche : le débat. Mais pendant qu'il encourage le grand débat national, il a décidé de supprimer dans certaines régions, une autre forme de consultation : les enquêtes publiques...

Des enquêtes publiques, il y en a eu quelque 7000 en France l'an dernier. C'était le cas à Longueau, dans les Hauts-de-France, où une filiale du groupe Vinci avait prévu de construire une usine de bitume, à 130 mètres des habitations. Une enquête publique a été ouverte, tous les habitants ont pu s'exprimer sur le projet. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, les tractopelles seraient en route"

Conclusion de l'enquête : avis défavorable. Cette zone est jugée inadaptée pour accueillir une telle usine. L'industriel a abandonné l'idée, à la grande satisfaction des opposants. "S'il n'y avait pas eu d'enquête publique, je pense que les tractopelles seraient déjà en route pour construire l'usine," se félicite Sébastien Galland-Rins, un riverain. "C'est un rouage important de démocratie : face à des grosses industries comme Vinci, Eurovia, on ne fait pas le poids."

Pourtant à quelques mois près, il aurait bien pu ne pas y avoir d'enquête publique pour ce projet d'usine. Dans un décret promulgué fin décembre, le gouvernement impose en effet une expérimentation dans les Hauts de France et en Bretagne : pour les installations présentant un risque environnemental, les enquêtes publiques pourront être remplacées par une consultation sur internet.

Plus d'enquête, et plus de commissaires-enquêteurs... Nous avons rencontré l'un d'eux dans la Somme : François-Charles Grévin y instruit sans doute l'une de ses dernières enquêtes publiques, sur l'implantation de 10 éoliennes. Avant de rendre un avis favorable ou défavorable au projet, il a étudié les 1142 pages du dossier dans le détail, pour le présenter aux riverains. "Il fait 8 kilos : pour le lire j'ai mis 2 journées," relève-t-il. Il n' imagine pas un internaute consacrer autant de temps à étudier un dossier. "A mon avis nous remplissons un rôle qui me semble difficilement remplaçable par une procédure sur internet."

3 avis pour, 2768 avis contre, mais le décret promulgué

Mais pour le gouvernement, ces enquêtes publiques sont trop longues et trop complexes. Au revoir monsieur le commissaire-enquêteur : les Français sont désormais invités à laisser leurs avis directement sur internet. Seront-ils mieux entendus ?

Avant de remplacer la procédure par une consultation en ligne, le gouvernement avait interrogé les citoyens... sur internet justement. Résultat : 3 avis en faveur de la suppression de l'enquête publique, 2768 contre. Cette procédure consultative n'a pas empêché le décret d'être promulgué.

C'est là un avant-goût amer des enquêtes publiques 2.0, selon France Nature Environnement. "On est à des années-lumières des garanties qu'offre une procédure d'enquête publique," estime Florence Denier-Pasquier, secrétaire nationale de l'association. "Ca n'a rien à voir : on nous fait croire que c'est la même chose mais c'est un faux-semblant !" Les députés de la majorité l'assurent, il ne s'agit que d'une

expérimentation, dont les leçons seront tirées dans 3 ans. Si l'essai est jugé concluant, l'enquête publique pourrait alors être supprimée partout en France, pour tous les projets touchant à l'environnement. francetvinfo.fr 22 janvier 2019,

**- "Paradis fiscaux, dette, hôpitaux, rémunération des politiques"... Les habitants de Saint-Just ouvrent le grand débat dans le Cher - francetvinfo.fr 22.01**

Pour organiser la première réunion du grand débat national dans le Cher, lundi 21 janvier, le maire de Saint-Just, Stéphane Garcia, s'est appuyé sur "la charte du grand débat pour que tout ce qui soit exprimé soit républicain". La commune de 650 habitants, au sud de Bourges, a motivé une centaine de personnes.

Les "mots" pour flécher une "sortie de crise"

Dans la toute nouvelle salle des fêtes du village, les participants, installés en arc de cercle, écoutent le maire lancer la soirée. "Je crois profondément que la seule solution pour sortir de cette crise se fera par le verbe, par les mots, par la discussion, par le débat", déclare l'élu, sans étiquette. Un "gilet jaune" venu de Bourges a la primeur de la prise de parole. Bruno, au RSA, s'étonne, dit-il, de "la neutralité d'un débat avec la présence d'un député de la majorité". Il vise Loïc Kervran, député La République en marche (LREM) du Cher, invité par le maire. Le parlementaire tente de rassurer l'assemblée : "Je ne suis pas là pour défendre la politique du gouvernement. Je suis là pour vous écouter." Le député, très sollicité, passe une grande partie de la soirée à répondre aux nombreuses questions des participants.

Des satisfactions et des regrets

Les interrogations et les contributions sont variées, "sur les paradis fiscaux", "le remboursement de la dette", "le maintien des hôpitaux dans le Cher". Au total, plus de trois heures d'échanges et des participants partagés. En fin de débat, certains affiche une grande satisfaction face un exercice inédit, d'autres regrettent "des questions et des réponses un peu techniques". "On oublie l'essentiel, pourquoi des gens sont dans la rue, déplore un participant. Des choses intéressantes ont été évoquées, mais ça ne fait pas avancer le schmilblick. On n'a pas parlé des vrais problèmes."

Stéphane Garcia, lui, est convaincu de l'utilité de la soirée interactive. "Je crois que notre pays a besoin de pédagogie. Il a besoin qu'on se parle et la preuve en est qu'en une semaine, on peut organiser un débat, faire venir du monde et que les choses se passent bien, de façon républicaine, constate l'élu. Le contrat est rempli." Rempli comme le cahier de doléances posé sur une table. Sur une des pages, ces quelques mots : "On veut juste plus de démocratie". francetvinfo.fr 22.01

**- Services publics : «Sociabilité, commerces... Chaque fermeture a un effet boule de neige» - Libération 22 janvier 2019**

François Taulelle est professeur des universités au centre universitaire Jean-François Champollion, rattaché à l'université de Toulouse. Il a codirigé en 2017 l'ouvrage Services publics et Territoires (Presses universitaires de Rennes).

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été mise en place en 2007. Chaque ministère a alors fait des coupes franches pour réorganiser les services publics. Certaines communes ont perdu, en même temps, des classes dans les écoles, leur tribunal, leur hôpital... Ce pilotage distancié par les chiffres a fortement touché certains lieux. Quand nous avons mené notre étude en Ariège, dans le Tarn ou le Lot, nous avons constaté ce sentiment de délaissement. L'attachement des Français aux services publics et au modèle redistributif hérité de l'après-guerre est très ancré. La RGPP a cristallisé ce sentiment d'un démantèlement de tout ce qui avait été patiemment construit avant.

Nos travaux montrent qu'entre 1980 et 2013, les équipements et services sur les territoires ont, selon les données de l'Insee, nettement reculé. La baisse a été de 24 % pour les écoles, de 36 % pour les bureaux de poste, de 31 % pour les centres des impôts, ou encore de 41 % pour les maternités. Ces évolutions répondent à des logiques différenciées. Pour les hôpitaux, le discours a été celui du renforcement des établissements des villes moyennes, jugés plus sûrs, ce qui a conduit à laisser tomber les petits hôpitaux de

proximité. Dans l'éducation nationale, c'est le nombre d'élèves par classe qui a servi à justifier des fermetures.

Cependant, comme les services publics se sont surtout restructurés en fonction de la fréquentation et de la densité, les territoires les moins denses ont été touchés le plus rapidement. La France rurale, soit 20 à 25 % de la population, a vécu une recomposition majeure, notamment là où la densité est inférieure à 15 habitants au kilomètre carré. Mais des villes moyennes, des quartiers défavorisés ont aussi été touchés.

La fermeture d'un service public, au-delà du lieu, déstabilise l'ensemble de la collectivité locale. L'école, la gendarmerie ou le tribunal constituent l'élément d'un tout. Le service public est également un lieu de sociabilité. C'est aussi pour cela que les gens s'accrochent à un bureau de poste, au maintien d'une classe. De plus, les conséquences sont aussi économiques : quand un service public s'en va, ce sont tous les salaires des fonctionnaires qui partent, avec un effet direct sur l'économie et les commerces locaux.

Il faut désormais s'interroger : tout ne peut pas être monétaire et mesuré par des indicateurs statistiques, et peut-être que les notions de qualité de vie, de cohésion sociale, devraient aussi être prises en compte. Avec une autre logique, celle d'un investissement d'avenir, volontariste, marque de la présence de la République dans les territoires. Libération 22 janvier 2019

#### **- Fermetures en série - Liberation.fr 23 janvier 2019**

8414 bureaux de poste étaient ouverts en France en 2017. Un chiffre en baisse de 17 % depuis 2010.

744 kilomètres de «petites lignes» ont été fermés depuis 2011, selon la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).

77 boutiques EDF ont fermé ces trois dernières années.

73 services de maternité ont fermé entre 2003 et 2016. Liberation.fr 23 janvier 2019

#### **Propagande des médias. Leur ennemi, le "malaise", c'est "la dépense publique", autrement dit les services publics.**

- Pour notre nation, il y a urgence à sortir du malaise français - Le HuffPost 25 janvier 2019

Sans surprise, les revendications initiales des Gilets Jaunes portaient sur le trop-plein fiscal. Ce n'est d'ailleurs que l'expression de la faillite d'un pays qui se complaît dans l'utilisation abusive de la dépense publique, d'où un déficit devenu abyssal. Les prélèvements obligatoires ne seront réduits que lorsque la réforme de l'État aura été réellement entreprise et que l'Etat lui-même ne monopolisera plus aveuglément tous les pouvoirs. Le HuffPost 25 janvier 2019

Alexia Germont, fondatrice et présidente du think tank de la société civile France Audacieuse, auteure de "Réveillons Notre Europe".

La réflexion dans le temps et autour des ronds-points a évolué vers des revendications plus politiques, allant jusqu'à la remise en cause de la profondeur démocratique de notre République voire au rejet des résultats des élections démocratiques. (Ce que vient de faire Macron avec Maduro ! - LVOG)

Des idées très politisées, en support d'une envie contestataire de faire table rase de nos institutions, sont apparues dans le débat, au premier rang desquelles le référendum d'initiative citoyenne. (La Ve République issue d'un coup d'Etat, déjà, est éternelle! - LVOG)

Les appels de certains responsables politiques à la révolution citoyenne ont tenté de mettre à mal et de fragiliser notre République. (Un Etat policier, la république des oligarques. - LVOG)

L'intérêt d'un pays qui crée de la richesse n'est que peu perçu par certains de nos concitoyens qui s'enferment dans une logique d'affrontement social. (Richesse... "peu perçu(e)", en effet, sauf quand on est actionnaire du CAC40 ! - LVOG)

### **Macron et l'UE ont leurs listes jaunes. " Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron".**

**- «Gilets jaunes» : Francis Lalanne vante sa liste aux élections européennes - LeFigaro.fr 25 janvier 2019**

Retrouvera-t-on deux listes estampillées "gilets jaunes" aux prochaines européennes. «Ce serait une grave erreur qui profiterait au pouvoir que nous combattons», juge Francis Lalanne. S'il regrette la «zizanie» dont «Levavasseur et ses amis se font les apôtres», le compositeur appelle à l'unité: «Il faut que nous trouvions un accord». LeFigaro.fr 25 janvier 2019

**- Européennes: Retailleau et Jacob (LR) saluent la liste "gilets jaunes" - AFP 24.01**

Les chefs de file des sénateurs et députés LR, Bruno Retailleau et Christian Jacob, ont salué jeudi l'intention annoncée de "gilets jaunes" de constituer une liste pour les élections européennes.

Avec les félicitations de Benjamin Griveaux (LREM) et Olivier Faure (PS)... (France Info 24.01)

**- Qui est Ingrid Levavasseur, tête de liste des gilets jaunes? - lexpress.fr 24.01**

Dès le début du mouvement des gilets jaunes, Ingrid Levavasseur a crevé l'écran. Depuis le 17 novembre, après avoir démarré son action en occupant le péage d'Heudebouville, dans l'Eure, elle enchaîne les plateaux télé et radio.

C'est son passage à l'émission La grande explication, diffusée sur LCI une semaine après le début du mouvement, qui la mettra définitivement sous le feu des projecteurs.

En deux mois, elle aura fait tous les plateaux ou presque : France 2, TF1, CNews face à Morandini, Europe 1, LCI ou encore BFMTV. Sa page facebook regorge de ses interventions médiatiques. Et aujourd'hui, elle veut transformer cette notoriété en vote dans les urnes. Un engagement qu'elle n'a pourtant pas toujours souhaité.

Comme le souligne Le Huffington Post ce jeudi, le 25 novembre 2018, alors qu'elle se trouvait sur le plateau de l'émission C Politique sur France 5, Ingrid Levavasseur se disait défavorable à un prolongement de ce mouvement social dans la sphère politique traditionnelle. Elle assurait vouloir "juste être entendue", et écartait l'idée d'une candidature politique : "C'est pas du tout ce qui est prévu à l'avenir."

Début décembre, changement de discours. Ingrid Levavasseur n'écarte plus l'idée d'une candidature et se projette dans un parti "apolitique des gilets jaunes". Avec une liste pour les Européennes ? "Pourquoi pas" assure-t-elle sur LCI, le 7 décembre.

En janvier, dans les colonnes du quotidien local Paris Normandie, elle retourne de nouveau sa veste et assure ne pas vouloir s'engager en politique. "Pour moi, ce n'est pas envisageable. En revanche, l'associatif, pourquoi pas." Avant de finalement changer à nouveau d'avis, à la fin du mois de janvier.

Figure emblématique du mouvement, Ingrid Levavasseur ne fait pourtant pas l'unanimité dans ce mouvement protéiforme. Sollicitée par la chaîne d'information en continu BFMTV pour devenir chroniqueuse, rémunérée 150 euros bruts par passage, elle a décliné l'offre face à la pression et aux attaques d'autres gilets jaunes.

À l'instar des pros de la politique, le discours de cette novice souffre aussi de contradictions. "Je ne m'affiche pas dans tous les médias", affirmait ainsi Ingrid Levavasseur début décembre... tout en commençant à faire le tour des plateaux de télé et d'accepter finalement la proposition de BFMTV d'intégrer une émission politique en tant que chroniqueuse, avant d'y renoncer sous la pression des gilets jaunes.

"J'ai refusé cette offre ! Vous n'imaginez même pas le mal que vous faites aux gens qui se battent pour vous !! Débrouillez vous entre vous puisque vous avez les solutions...", a-t-elle répondu, amère, dans un message publié sur sa page Facebook.

Sitôt intervenue l'annonce d'une liste gilets jaunes avec Ingrid Levavasseur à sa tête, d'autres figures du mouvement sont montées au créneau pour dénoncer "un coup d'éclat médiatique", comme Benjamin Cauchy, l'un des leaders des gilets jaunes "libres", lors d'une interview sur BFMTV ce mercredi.

"Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée. Pour l'instant, je la trouve un peu trop proche de Bernard Tapie", mercredi 23 janvier sur franceinfo.

Eric Drouet a lancé un sondage à ce sujet sur la page. "Résultat sans équivoque, 18 000 votes (98%) contre une liste 'gilets jaunes', seulement 400 en sa faveur", annonce-t-il, jugeant cette initiative comme une "trahison" du fait du caractère apolitique du mouvement des "gilets jaunes". Jeudi, il a publié un communiqué au message percutant : "Voter Gilets jaunes, c'est voter Macron".

Matthieu Blavier, "gilet jaune" dans les Bouches-du-Rhône, se dit quant à lui "embêté" par cette initiative. "Le mouvement, pour moi, il est apolitique, explique-t-il à franceinfo. Que certains souhaitent faire de la politique, pourquoi pas, mais n'entrons pas dans le système actuel, changeons-le." Pour lui, ces candidats aux européennes "vont se retrouver seuls". "Les gens n'ont plus confiance dans le système politique actuel. Ils vont se dire que ces 'gilets jaunes' vont se faire acheter", insiste-t-il.

Sur Youtube, Maxime Nicolle, autre figure du mouvement a étrillé l'idée d'une telle liste : "Vous êtes en train de vous foutre de la gueule de je ne sais combien de personne. Des opportunistes [...]"

Sur le plateau de L'Émission politique, Évelyne Liberal, gilet jaune du Nord de la France, a fait savoir clairement que son vote n'irait pas à sa compatriote. "Je voterai pas pour elle, a lancé la militante, et je lui dis carrément, faut qu'elle enlève son gilet jaune".

"Elle a créé un parti politique, c'est fini, on n'en parle plus", a-t-elle tranché. Pour Evelyne Liberal, "c'était pas le moment". Elle a ensuite reproché à la gilet jaune devenue candidate d'avoir voulu "faire le buzz" et d'avoir "caché à tous les gilets jaunes du secteur" le fait qu'elle allait rencontrer la secrétaire d'État à l'égalité entre les hommes et les femmes Marlène Schiappa.

Une rencontre qui a eu lieu le 6 décembre selon le Courrier picard. "Vous pouvez enlever votre gilet, c'est mort", a conclu Évelyne Liberal, avant qu'un dialogue de sourd ne s'engage entre les deux femmes sur le nom de la liste, Ralliement d'initiative citoyenne, soit RIC, la même abréviation que le Référendum d'initiative citoyenne que demandent les gilets jaunes.

Enfin, comme le souligne le journaliste Vincent Glad sur Twitter, la personnalité d'Ingrid Levavasseur et l'idée d'une liste aux Européennes laissent sceptique, y compris sur les groupes Facebook des gilets jaunes. Principal reproche qui leur est fait : celui de contribuer à favoriser La République en marche. Selon un sondage Elabe -portant sur l'hypothèse d'une liste de gilets jaunes en général et non sur celle-ci en particulier- elle est créditée de 13% d'intentions de vote, arrivant ainsi à la 3e place devant LREM et le RN. Principaux partis défavorisés par cette liste : le RN et le parti de Nicolas Dupont-Aignan. HuffPost, l'express.fr et franceinfo.fr 23, 24 et 25.01

Franceinfo.fr - Votre liste a-t-elle une couleur politique ?

Ingrid Levavasseur - Absolument pas. Pas d'extrême droite, pas d'extrême gauche. (Reste l'extrême-centre ! - LVOG)

Franceinfo.fr -Pour qui avez-vous voté à la présidentielle ?

Ingrid Levavasseur - J'ai voté Macron. Je ne regrette pas mon choix.

**Qui sont les premiers candidats de cette liste ?**

Certains ne sont pas des néophytes en politique. Comme l'a relevé le journaliste Vincent Glad sur Twitter, l'une des membres du Ralliement d'initiative citoyenne, Brigitte Lapeyronie, est conseillère municipale sans étiquette à Nandy (Seine-et-Marne). Elle a néanmoins participé au conseil national du parti de centre-droit Union des démocrates et indépendants (UDI), jusqu'en septembre 2013, précise le journaliste. D'après lui, un autre membre, Marc Doyer, a été "candidat à l'investiture" La République en marche pour les élections législatives en 2017. En novembre, ce dernier était également présenté comme "membre du bureau départemental de La République en marche" dans l'Oise.

Il se disait "candidat à l'investiture" LaRem aux européennes le 13 décembre. Il est finalement investi Gilet jaune le 23 janvier.

Le directeur de campagne de la liste, Hayk Shahinyan, est également un ancien du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) de Dieppe (Seine-Maritime), précise le site actu.fr.

Nous, citoyens français, ne voulons plus subir les décisions des instances européennes et les diktats des castes de financiers et de technocrates, qui ont oublié le principal : l'humain, la solidarité et la planète. Franceinfo.fr 24.01

### **Les plumitifs putassiers de l'UE s'exposent dans Libération.**

- «Il y a le feu à la Maison Europe», le manifeste des patriotes européens - Liberation.fr 25.01

Trente écrivains internationaux, dont plusieurs Prix Nobel, ont répondu à l'appel de Bernard-Henri Lévy pour tirer la sonnette d'alarme, en exclusivité dans «Libération», sur la montée des dangers qui menacent l'Europe.

Signataires : Vassilis Alexakis ; Svetlana Alexievitch ; Anne Applebaum ; Jens Christian Grøndahl ; David Grossman ; Ágnes Heller ; Elfriede Jelinek ; Ismaïl Kadaré ; György Konrád ; Milan Kundera ; Bernard-Henri Lévy ; António Lobo Antunes ; Claudio Magris ; Adam Michnik ; Ian McEwan ; Herta Müller ; Ludmila Oulitskaïa ; Orhan Pamuk ; Rob Riemen ; Salman Rushdie ; Fernando Savater ; Roberto Saviano ; Eugenio Scalfari ; Simon Schama ; Peter Schneider ; Abdullah Sidran ; Leïla Slimani ; Colm Tóibín ; Mario Vargas Llosa ; Adam Zagajewski.

### **A bas le peuple et la démocratie!**

- "La foule est le plus mauvais décideur politique qui soit" - LePoint.fr 24.01

Denys de Béchillon Juriste et professeur de droit à l'université de Pau.

Je trouve trop confortable d'accuser les institutions. Personne n'a la solution magique pour éradiquer le chômage, la pauvreté, la dette, l'insécurité, le déficit éducatif ou les effets toxiques de la mondialisation. La vérité est que nous sommes assez impuissants, et que c'est insupportable. Les acteurs politiques sont donc obligés de dire (et souvent de penser) le contraire. Mais ils sont condamnés à enregistrer des frustrations immenses. La tentation de faire croire qu'il existe des moyens simples et gratuits de fabriquer un monde meilleur est gigantesque, même pour ceux qui se refusent à raconter que tout ira mieux lorsqu'on aura mis les étrangers à la porte, fait payer les riches ou sorti la France de l'Union... LePoint.fr 24.01 LVOG - Pas de "solution magique", un "monde meilleur", n'y comptez pas ! Tant que leur régime n'aura pas été abattu, on leur fait confiance sur ce plan-là ! C'est exactement le procédé inique dénoncé par Orwell dans *1984*.

### **Vive la démocratie à bas les médias corrompus qui vous désinforment, plus dure sera la "chute"!**

Les Français font de moins en moins confiance aux médias d'information - Liberation.fr 24 janvier 2019

Le baromètre annuel de «la Croix» témoigne d'une chute spectaculaire de la crédibilité de la radio, la télévision et la presse auprès du public.

C'est encore pire que prévu. La méfiance des Français envers les médias d'information s'est spectaculairement accrue en 2019, selon le baromètre annuel réalisé par l'institut Kantar pour le quotidien la

Croix, et publié ce jeudi. Il ne reste plus que 50% des personnes interrogées – un échantillon de 1 024 individus, représentatifs de la population, sondés début janvier – à penser que «les choses se sont passées comme le raconte» la radio, le support dont la crédibilité dans l'opinion est traditionnellement la plus forte. Avec une chute de 6 points en un an, la radio atteint un point historiquement bas (c'est la 32e édition du baromètre).

A 44% de réponses positives, la presse perd 8 points. Sale année pour la télévision, qui plonge de 10 points, à 38%. C'est là aussi un record à la baisse. Quant à Internet, il ne bouge pas, à 25%. Cette stabilité traduit-elle un renforcement de sa crédibilité ? Ou est-ce qu'il se situe à un niveau si bas qu'il lui est difficile de reculer encore ? «Les usages Internet sont devenus tellement forts qu'il y a un certain niveau de confiance qui apparaît», répond Carine Marcé, directrice associée de Kantar.

La détestation des journalistes, illustrée par les violences à leur rencontre qui ont émaillé le mouvement des gilets jaunes, est donc confirmée par ce sondage. Parmi les personnes sondées, 23% estiment que l'hostilité récemment manifestée à l'égard des médias est «tout à fait ou plutôt justifiée» et 39%, «pas vraiment justifiée» – ce qui revient à dire un peu, quand même. Un petit tiers des Français seulement condamne cette attitude qui a tourné parfois ces dernières semaines à l'insulte, la menace ou l'agression physique. Les journalistes sont toujours autant soupçonnés d'être serviles : un quart des individus interrogés jugent qu'ils ne résistent pas aux pressions des pouvoirs politiques ou économiques. De quoi inviter la profession à une vaste autocritique.

Le paradoxe observé chaque année dans ce baromètre persiste : la télévision, jugée de moins en moins fiable, reste pourtant la principale source d'information des Français. Elle recueille 46% des faveurs, contre 29% pour Internet, 18% pour la radio et 6% pour la presse écrite. Dans le sous-ensemble Internet, les sites et applications de presse écrite restent les moyens d'information privilégiés (28%), devant les réseaux sociaux (18%).

A part cela, les journalistes sont jugés les mieux placés pour agir contre «la propagation» des fausses informations, aussi appelées «infor». Mais à 36% des réponses seulement, contre 34% pour les «organismes de contrôle» et 31% pour les «citoyens», leur avance est tellement faible qu'on se demande si c'est encore une bonne nouvelle pour la profession. Liberation.fr 24 janvier 2019

LVOG - Il faut harceler les médias, les démasquer, briser leur propagande...

---

## **TROISIEME PARTIE**

### **L'extrême-centre, c'est le fascisme !**

#### **En Marche vers le totalitarisme.**

LVOG - Un faux prétexte, un faux alibi, un exercice de démagogie, inversion de la cause et de l'effet... En vous interdisant de manifester, on vous protège, en supprimant vos libertés, vous vous sentirez plus en sécurité, et en remplaçant les conditions objectives par le "*bon sens*", on instaure un régime totalitaire en guise de démocratie.

Le problème des travailleurs tout comme des militants, et encore plus leurs dirigeants, c'est qu'ils ont toujours un train de retard sur ce que la réaction est en train de concocter. Ils l'évoquent en passant, puis ils attendent tranquillement qu'elle exécute ses intentions malfaisantes pour appeler à la mobilisation, quand il est déjà trop tard parce que les premiers coups ont déjà commencé de tomber, à défaut d'avoir conçu leur ligne politique dans cette perspective.

A quoi se résume leur rôle? A rien ou presque. A dresser des constats, à affirmer que Macron et le gouvernement sont d'épouvantables réactionnaires ou que leur politique est dirigée contre les travailleurs, qui sont tellement abrutis qu'ils n'auraient jamais pu le deviner eux-mêmes ! Et là-dessus ils vont plaquer des mots d'ordre, ensuite ils déclareront mission accomplie ! Les militants tiendront ce discours aux travailleurs, qui entendant le discours qu'ils avaient envie d'entendre les féliciteront, éventuellement achèteront leur

journal et leur fileront un peu de fric, tout le monde sera content... sans que cela ne fasse avancer notre cause d'un millième de millimètre ! Stupéfiant de naïveté ou de bêtise !

- Loi «anticasseurs» : le gouvernement force tête baissée vers les interdictions de manifestation - Liberation.fr 22.01

Le ministre de l'Intérieur a confirmé la volonté de l'exécutif d'adopter un dispositif d'interdiction administrative de manifestation, sans en préciser les détails.

Resté jusqu'alors dans les tiroirs, le texte a été récupéré précipitamment par un exécutif confronté depuis plusieurs semaines aux manifestations violentes du mouvement des gilets jaunes.

Assurant que ce recyclage d'un texte proposé par Les Républicains ne lui «posait aucun problème», le ministre a d'ailleurs tenté de déminer: «Ce n'est pas une loi anti-gilets jaunes, ni une loi antimanifestation mais une loi anticasseurs.» Christophe Castaner assure d'ailleurs qu'il ne s'agit pas non plus d'«une loi de circonstance mais de bon sens» et pas d'«une loi de répression mais de protection». Liberation.fr 22.01

### **Davos ou d'un coup d'Etat fasciste à l'autre.**

LVOG - Tournant confirmé de la stratégie mondiale de l'oligarchie. L'extrême droite n'est pas l'ennemi, mais l'allié de l'extrême-centre contre la gauche et tous les peuples.

**- A Davos, Bolsonaro et Pompeo en porte-parole du camp conservateur mondial - AFP 22 janvier 2019**

Le nouveau président brésilien Jair Bolsonaro a mis à profit son passage à Davos mardi pour étriller la gauche, tandis que le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo, s'exprimant par visioconférence, a vu dans la montée des populismes des "chamboulements positifs".

"Le Brésil a besoin de vous et l'inverse est vrai aussi", a lancé le président d'extrême droite lors de son baptême du feu international devant les hauts responsables économiques et politiques réunis comme chaque année dans la station de ski des Alpes suisses.

L'organisateur historique du Forum économique mondial, Klaus Schwab, a lui résumé l'état d'esprit de l'auditoire en souhaitant "le meilleur" au nouveau président brésilien, et en louant les "grandes opportunités" s'ouvrant selon lui dans le pays.

Jair Bolsonaro a aussi mis à profit son passage devant un auditoire acquis au libéralisme économique pour étriller la gauche en Amérique latine, un discours familier aux Brésiliens mais plus inattendu sur la scène internationale. "La gauche ne s'imposera pas dans la région ce qui, de mon point de vue, est une bonne chose", a-t-il assuré, disant refuser que la région devienne "bolivarienne".

Mike Pompeo, que les organisateurs du Forum économique mondial ont convaincu de s'exprimer par visioconférence en l'absence de Donald Trump et de toute sa délégation pour cause de shutdown, y est aussi allé de son commentaire politique.

"Au cours des dernières années, à travers le monde, les électeurs ont renvoyé chez eux des politiques et des alliances politiques dont ils estimaient qu'ils ne représentaient pas leurs intérêts", a dit le secrétaire d'Etat, parlant de "chamboulements positifs."

Il a cité en exemple de ces "nouvelles directions choisies par les peuples" le Brexit, "la montée du Mouvement 5 Etoiles en Italie", l'élection de Jair Bolsonaro et de Donald Trump.

Mais aussi celle d'Emmanuel Macron. AFP 22 janvier 2019

**- Le Venezuela accuse Washington d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste" - AFP 23 janvier 2019**

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé mardi le gouvernement américain d'avoir ordonné "un coup d'État fasciste", au lendemain d'un soulèvement militaire réprimé et à la veille de manifestations pro et anti-gouvernementales.

Au cours d'une allocution radio-télévisée, M. Maduro, dont le deuxième mandat est contesté par l'opposition, a demandé à son ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza d'engager une "révision totale des relations" avec Washington.

Quelques heures plus tôt, le ministre de la Communication du Venezuela, Jorge Rodriguez, avait accusé le vice-président américain Mike Pence d'avoir ordonné à des "terroristes" de provoquer des violences durant la manifestation de l'opposition prévue mercredi afin de déstabiliser le gouvernement socialiste de Nicolas Maduro.

Selon le ministre, les 27 militaires arrêtés lundi après s'être soulevés contre le président vénézuélien ont remis à des militants de l'opposition une partie des armes dérobées "pour que soient perpétrées des violences, qu'il y ait des blessés et des morts pendant la manifestation".

M. Rodriguez a désigné ces militants comme des "civils appartenant à la cellule terroriste Voluntad Popular", le nom du parti de l'opposant emprisonné Leopoldo Lopez et du président du Parlement, Juan Guaido.

D'après le ministre, le plan prévoyait que des individus habillés en uniforme militaire "tirent demain matin (mercredi) contre la manifestation de l'opposition".

"Pourquoi? Pour obéir aux ordres de Mike Pence", a-t-il affirmé, en référence au vice-président américain qui a affiché mardi sa solidarité avec la manifestation organisée à l'appel de l'opposition pour exiger un gouvernement de transition et l'organisation d'élections libres.

Le ministre a précisé que sur les 51 armes dérobées par le groupe de militaires insurgés, 11 n'avaient pas été récupérées et seraient utilisées contre les participants au rassemblement.

La vice-présidente, Delcy Rodriguez, s'en est également prise au vice-président américain qui, selon elle, "prétend venir gouverner le Venezuela en donnant des instructions sur ce qui doit se passer demain au Venezuela, appelant ouvertement à un coup d'État".

"Yankee go home, nous n'allons pas vous permettre de vous immiscer dans les affaires de la patrie", a-t-elle lancé.

Les États-Unis, l'Union européenne et plusieurs pays d'Amérique latine n'ont pas reconnu le deuxième mandat du socialiste Nicolas Maduro, investi le 10 janvier. AFP 23 janvier 2019

### **Le fascisme, c'est la liberté.**

- Crise au Venezuela: Macron soutient les opposants à Maduro - L'Express.fr 24.01

Le chef de l'État a salué ce mercredi "le courage des centaines de milliers de Vénézuéliens qui marchent pour leur liberté". L'Express.fr 24.01

- USA et taliban afghans ont ébauché un projet d'accord - Reuters 26.01

A lire: *L'usage du terrorisme selon John Bolton* par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 22 janvier 2019 ([www.voltairenet.org/article204791.html](http://www.voltairenet.org/article204791.html))

**- Venezuela: le président du Parlement s'autoproclame "président" par intérim - AFP 24 janvier 2019**

Juan Guaido, le président du Parlement vénézuélien contrôlé par l'opposition, s'est autoproclamé mercredi "président" par intérim du pays, et a immédiatement été reconnu par les États-Unis et ses alliés dans la région.

Mais l'armée vénézuélienne, soutien indéfectible du président socialiste Nicolas Maduro, a rejeté l'autoproclamation de Juan Guaido. "L'armée défend notre Constitution et est garante de la souveraineté nationale", a affirmé le ministre de la Défense, Vladimir Padrino.

A la suite de l'annonce, des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et partisans de l'opposition à Caracas, selon des journalistes de l'AFP.

Le président américain Donald Trump a immédiatement annoncé dans un communiqué qu'il reconnaissait officiellement le jeune opposant de 35 ans comme "président par intérim du Venezuela".

En réponse, le président Maduro a annoncé que son pays rompait ses relations diplomatiques avec "le gouvernement impérialiste des États-Unis", donnant 72 heures aux représentants diplomatiques nord-américains pour quitter le pays.

La Colombie et le Brésil, alliés de Washington dans la région, ont emboîté le pas à la Maison Blanche, ainsi que l'Argentine, le Chili, le Paraguay et le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, qui a assuré à Juan Guaido "sa reconnaissance pour impulser le retour de la démocratie dans ce pays".

En revanche, Cuba a fait part de son "ferme soutien" au président Maduro face à une "tentative de coup d'État". Et le Mexique du président de gauche, Andrés Manuel Lopez Obrador, a indiqué maintenir son soutien au dirigeant socialiste, reconnaissant "les autorités élues selon la Constitution vénézuélienne".

A Bruxelles, l'Union européenne a appelé mercredi soir à écouter la "voix" du peuple du Venezuela et réclamé des élections "libres et crédibles". L'UE espère lancer en février un groupe international de contact pour tenter de trouver une sortie à la crise, selon la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini.

Peu avant la proclamation de M. Guaido, la Cour suprême vénézuélienne, plus haute juridiction du pays, composée de fidèles au régime, a annoncé avoir ordonné une enquête pénale contre les membres du Parlement, en les accusant d'usurper les prérogatives du président Maduro.

Mardi, le vice-président américain Mike Pence a affiché sa solidarité avec la manifestation de l'opposition. Un appel à "un coup d'État fasciste", a dénoncé Nicolas Maduro.

"Le temps du débat est terminé, le régime de l'ancien président Nicolas Maduro est illégitime. Son régime est moralement en faillite, économiquement incompétent et profondément corrompu. Il est fondamentalement antidémocratique", a expliqué Mike Pompeo, secrétaire d'État américain devant les Nations Unies.

Seuls quelques pays d'Amérique latine, comme le Mexique et l'Uruguay, n'ont pas reconnu Juan Guaido comme président par intérim. La Russie, la Turquie et la Chine ont manifesté leur soutien à Nicolas Maduro.

Dans la foulée du soulèvement des militaires, une trentaine d'émeutes avaient été enregistrées dans des quartiers populaires de la capitale et de sa banlieue. Et dans la nuit de lundi à mardi, des chars anti-émeutes avaient patrouillé dans la capitale. AFP 24 janvier 2019 et euronews 25 janvier 2019

### **- Moscou: la crise au Venezuela montre ce que le droit international est pour l'Occident - Sputnik 24.01**

La situation au Venezuela montre ce que le droit international est pour des pays occidentaux, a indiqué la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

On peut juger de l'attitude de l'Occident à l'égard des normes du droit international d'après les événements actuellement en cours au Venezuela, a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

«Les événements qui se déroulent actuellement au Venezuela montrent la vraie attitude de la communauté progressiste occidentale à l'égard des normes du droit international, de la souveraineté et de la non-

ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays où elle cherche à changer le pouvoir», a indiqué Mme Zakharova sur Facebook. Sputnik 24.01

#### **- Venezuela: à l'ONU, Américains et Européens affichent leur soutien à Guaido - AFP 26 janvier 2019**

Les Etats-Unis et les Européens ont affiché samedi à l'ONU un clair soutien au président autoproclamé vénézuélien Juan Guaido, la Russie, minoritaire, continuant de défendre Nicolas Maduro qui a rejeté tout ultimatum pour convoquer de nouvelles élections.

A New York, la Russie et la Chine bloquaient dans le même temps un projet américain de déclaration du Conseil de sécurité visant à apporter "un plein soutien" à l'Assemblée nationale vénézuélienne dirigée par Juan Guaido, selon le texte auquel a eu accès l'AFP. AFP 26 janvier 2019

#### **- Le retour d'Elliott Abrams - Réseau Voltaire 26 janvier 2019**

Le secrétaire d'État Mike Pompeo vient de nommer Elliott Abrams envoyé spécial pour le Venezuela.

Elliott Abrams est un néo-conservateur historique. Il a appartenu à la petite coterie juive entourant le sénateur démocrate Henry Scoop Jackson, avant de rejoindre l'administration Reagan. Il a épousé la belle-fille de Norman Podhoretz, le rédacteur-en-chef de Commentary. C'est un des initiateurs de la théopolitique.

Il supervisa la création de la National Endowment for Democracy, l'agence chargée de poursuivre à découvert les objectifs de la CIA. Il fut un des organisateurs de la guerre contre le Nicaragua et le Salvador, incluant l'affaire Iran-Contras, sous la présidence de Ronald Reagan. Il fut également conseiller pour la « démocratie globale » dans l'administration Bush fils. C'est à ce titre qu'il supervisa la tentative de coup d'État contre le président vénézuélien Hugo Chávez, en 2002.

Durant la campagne électorale présidentielle US, il avait pris position contre Donald Trump. Cependant, une fois celui-ci élu, l'État profond avait tenté de l'imposer comme secrétaire d'État, ce que le président Trump avait refusé.

Sa nomination comme envoyé spécial pour le Venezuela marque un tournant radical de la politique de l'administration Trump. Réseau Voltaire 26 janvier 2019

A lire également : « *Les États-Unis créent les conditions de l'invasion du Venezuela* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 25 janvier 2019, [www.voltairenet.org/article204845.html](http://www.voltairenet.org/article204845.html)

#### **- Missiles balistiques: La France menace l'Iran de sanctions - Reuters 25.01**

La France se tient prête à imposer des sanctions à Téhéran si aucun progrès n'est enregistré dans les discussions sur le programme balistique iranien, a déclaré vendredi Jean-Yves Le Drian. Reuters 25.01

#### **A lire aussi**

- Les tirs balistiques iraniens ne violent pas la résolution 2231 par Eshagh Al Habib - Réseau Voltaire 14 janvier 2019 - <https://www.voltairenet.org/article204784.html>

#### **- Pas d'accord entre l'Otan et Moscou sur les missiles russes - Reuters 25.01**

La réunion organisée vendredi à Bruxelles entre représentants de l'Otan et de la Russie n'a abouti à aucun compromis sur la question des missiles russes que les Occidentaux perçoivent comme une menace, a annoncé le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg. Reuters 25.01

## **INFOS EN BREF**

### **POLITIQUE**

#### **Mexique**

- Mexique : un nombre record d'homicides en 2018 - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Avec 33.341 meurtres en 2018, le Mexique a franchi un nouveau cap dans la violence. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

#### **L'esclavisme moderne, le pendant de la survie du capitalisme**

- La traite des êtres humains en augmentation dans le monde - Libération 23 janvier 2019

Selon le dernier rapport sur la traite des personnes de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic.

Dans 142 pays, le nombre de victimes de la traite des êtres humains est en augmentation. Plus de 70% d'entre elles sont des femmes. L'exploitation sexuelle, totalisant près de 60% des causes de trafic, est la première forme de violence subie.

Le phénomène regroupe plusieurs types de réseaux criminels dont les plus courants sont la prostitution, le travail et la mendicité forcés, ou le trafic d'organes. Des textes comme la Convention contre la criminalité transnationale organisée (convention de Palerme), adoptée par les Nations unies en 2000, tentent de combattre ce «marché» humain qui générerait plus de 32 milliards de chiffre d'affaires annuel, ramenant la traite des êtres humains à la troisième forme de trafic la plus lucrative dans le monde – après le trafic de drogues et la contrefaçon.

Hommes, femmes comme mineurs sont concernés par ce trafic, entretenu par les conflits armés, en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient notamment. Selon les données de l'ONUDC, les hommes et les jeunes garçons sont plus souvent soumis au travail forcé dans les industries extractives (même si les garçons mineurs sont près de 30% à être touchés par le trafic sexuel), les femmes et les filles davantage sujettes à l'exploitation sexuelle. Entre 2014 et 2016, la part des mineurs dans l'ensemble des recensés a plus que doublé, passant de 13% à 30%.

Phénomène protéiforme mais aussi transnational, la répartition du profil des victimes par région révèle l'ampleur du trafic. «Pratiquement tous les pays sont touchés par ce crime, que ce soit en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des victimes», a déclaré Alena Kupchyna, présidente de la Commission pour la prévention du crime. Au total en 2016, près de 25 000 personnes ont été victimes d'un trafic, dans 97 pays, soit en moyenne 254 par pays. Un chiffre en constante augmentation qui témoigne du plus grand nombre de signalements. Mais il convient de noter que ces statistiques sont dans l'ensemble inférieures à la réalité du trafic – étant donné son caractère clandestin –, et peuvent être largement sous-estimées dans des régions où l'identification et le recensement des populations concernées sont moins évidents. C'est le cas de l'Afrique subsaharienne et de certaines parties de l'Asie par exemple.

Finalement, le rapport pointe une augmentation du nombre de condamnations à l'échelle internationale, tout en déplorant que «les trafiquants ne risquent pratiquement pas d'être traduits en justice». Libération 23 janvier 2019

#### **Tartufferie.**

Et de rappeler : «Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude ; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes», précise l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### Etats-Unis

- À Los Angeles, les enseignants trouvent un accord après une semaine de grève - LeFigaro.fr 23 janvier 2019

Les professeurs de Los Angeles ont repris le chemin des classes mercredi, après avoir obtenu une augmentation de salaires et l'embauche de personnels.

C'est une victoire pour l'enseignement public de Los Angeles. Un accord a été signé mardi entre le district scolaire de la ville californienne, le Los Angeles Unified School District (LAUSD) et le syndicat des enseignants United Teacher. Validé par la majorité du syndicat, ce contrat met fin à la grève des enseignants, qui ont accepté de retrouver leurs classes mercredi, après une semaine de mobilisation.

La revendication des enseignants était simple: avoir plus de moyens pour le système scolaire public. Le 14 janvier, 30 000 enseignants de Los Angeles s'étaient déclarés en grève, perturbant ainsi pendant six jours le fonctionnement de 1 241 établissements et affectant les cours de quelque 500 000 élèves. Il s'agissait d'une situation inédite en Californie depuis 30 ans. Ce mouvement a été soutenu par un grand nombre de parents d'élèves et d'organisations de professeurs dans tout le pays.

Après 5 jours de négociations intenses, le district scolaire a finalement reconnu le sous-financement dont est victime l'éducation publique. Les deux parties ont trouvé un terrain d'entente pour un contrat sur trois ans et demi. Les enseignants se sont résignés à une augmentation immédiate de 6% sur leur salaire. Cette proposition avait déjà été soumise par le district avant la grève, mais les enseignants maintenaient leur souhait à 6,5%.

#### Appel à la grève à Denver

Concernant l'embauche de personnels, le syndicat a obtenu ce qu'il espérait: 300 infirmiers devraient être employés d'ici à l'année scolaire 2020-2021. Chaque établissement aura donc au moins un infirmier à temps complet. Des bibliothécaires seront aussi recrutés pour les collèges et les lycées, tout comme des conseillers pour aider les élèves du secondaire. La diminution du nombre d'élèves par classe - qui dépasse parfois quarante élèves actuellement - a aussi été acceptée par le LAUSD. Elle se fera progressivement. Selon la porte-parole Barb Jones, le district dépensera 403 millions de dollars pour mener à bien ces deux résolutions.

À la demande du syndicat, la commission scolaire envisage de discuter avec l'État de Californie pour limiter le développement des écoles indépendantes. D'après les enseignants, ces dernières piocheraient dans les ressources destinées à l'enseignement traditionnel. La gestion du budget est le point sensible des deux parties. Le directeur du LAUSD, Austin Beutner, était la cible des protestataires. Le syndicat lui reprochait sa volonté de maintenir les réserves du district à 1,8 milliard de dollars, sans jamais s'en servir pour aider les établissements publics.

Néanmoins, Austin Beutner et le maire - démocrate - de Los Angeles, Eric Garcetti, considèrent cet accord comme «historique». Pour certains enseignants, les décisions prises ne sont pas suffisantes, comme l'exprime une professeure de Marshall High, interrogée par le Los Angeles Times. «Je pense que c'est un peu triste que nous ayons dû passer six jours à obtenir les chiffres que nous avons déjà.» D'autres préfèrent s'en satisfaire. Pour le président du syndicat, Alex Caputo-Pearl, cet accord constitue une victoire majeure. «Il est très rare de se rendre à une table de négociations avec autant de demandes et de gagner presque chacune d'entre elles», a-t-il déclaré à la foule d'enseignants réunis pour célébrer l'accord devant l'Hôtel de ville.

Cet accord doit être examiné par le Bureau de l'éducation du comté de Los Angeles et approuvé officiellement par la commission le 29 janvier avant d'entrer en vigueur. La lutte continue toutefois pour d'autres enseignants dans le reste du pays: à Denver (Colorado), les professeurs ont massivement voté pour une mobilisation en faveur d'une augmentation de salaires et des primes d'incitation. Leur grève devrait débuter lundi prochain. LeFigaro.fr 23 janvier 2019

## **France**

- Près de huit Français sur dix opposés aux suppressions de postes dans l'éducation nationale, selon un sondage - Franceinfo 23 janvier 2019

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting, une large majorité de Français est contre une baisse du nombre de postes dans l'Éducation nationale. Près de 6 personnes interrogées sur 10 déclarent également soutenir la grève des enseignants prévue jeudi. Franceinfo 23 janvier 2019